Spedizione in abbonamento postale – Gruppo I

Anno 116° — Numero 225

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 25 agosto 1975 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI – TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO – LIBRERIA DELLO STATO – PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 – 00100 ROMA – CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 33.000 - Semestrale L. 17.400 - Trimestrale L. 9.200 - Un fascicolo L. 150 - Supplementi ordinari: L. 150 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle Inserzioni)

Annuo L. 20.000 - Semestrale L. 12.000 - Trimestrale L. 6.500 - Un fascicolo L. 150 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico dello Stato in ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; presso le librerie concessionarie di: BARI, via Sparano, 134 — BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/a — FIRENZE, via Cavour, 46/r — GENOVA, via XII Ottobre, 172/r — NAPOLI, via Chiaia, 5 — PALERMO, via Ruggero Settimo, 37 — ROMA, via del Tritone, 61/A — TORINO, via Roma, 80 e presso le librerie depositarie nei capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Direzione Commerciale — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). L'Agenzia di Milano e le suddette librerie concessionarie possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano e accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 giugno 1975, n. **396**.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea relativa al rimpatrio dei minori, firmata a L'Aja il 28 maggio 1970.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea relativa al rimpatrio dei minori, firmata a L'Aja il 28 maggio 1970.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 23 della convenzione medesima.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 giugno 1975

LEONE

MORO — RUMOR — REALE — GUI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

CONVENTION EUROPEENNE
SUR LE RAPATRIEMENT DES MINEURS

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente convention,

Considérant que leur étroite union se manifeste, notamment, par un accroissement de la circulation des personnes;

Considérant que si ce fait n'a généralement que d'heureuses conséquences, il pose néanmoins certains problèmes, notamment quand un mineur se trouve sur le territoire d'un Etat contre la volonté de ceux qui sont appelés à protéger ses intérêts ou quand sa présence sur le territoire d'un Etat est incompatible, soit avec ses propres intérêts, soit avec ceux de cet Etat;

Convaincus de la nécessité de coopérer afin de permettre le transfèrement de ces mineurs par voie d'autorité,

Sont convenus de ce qui suit:

Titre I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.

Au sens de la présente convention l'expression:

(*a*) « mineur » désigne toute personne qui n'a pas encore atteint la majorité d'après la loi applicable se-

lon les règles du droit international privé de l'Etat requérant et qui, d'après cette loi, n'a pas la capacité de fixer seule sa résidence;

(*b*) « autorité parentale » désigne le droit de fixer la résidence du mineur, dont sont investies des personnes physiques ou morales par l'effet de la loi ou d'une décision judiciaire ou administrative;

(*c*) « rapatriement » d'un mineur désigne le transfèrement de celui-ci, en application de la présente convention, d'un Etat contractant dans un autre Etat contractant, que ce dernier Etat soit ou non celui dont le mineur est ressortissant.

Article 2.

(1) La présente convention s'applique aux mineurs qui se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et dont le rapatriement est demandé par un autre Etat contractant pour l'une des raisons suivantes:

(*a*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requis est contraire à la volonté de la personne ou des personnes qui détiennent à son égard l'autorité parentale;

(*b*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requis est incompatible avec une mesure de protection ou de rééducation prise à son égard par les autorités compétentes de l'Etat requérant;

(*c*) la présence du mineur sur le territoire de l'Etat requerant est nécessaire en raison d'une procédure visant à prendre à son égard des mesures de protection ou de rééducation.

(2) La présente convention s'applique également au rapatriement des mineurs qui se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant lorsque cet Etat estime leur présence contraire à ses propres intérêts ou aux intérêts de ces mineurs et pour autant que sa législation lui permette de les éloigner de son territoire.

Article 3.

Chaque Etat contractant désigne une autorité centrale chargée de former, d'adresser et de recevoir les requêtes aux fins de rapatriement. Cette désignation est notifiée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Titre II

RAPATRIEMENT SUR LA REQUETE D'UN ETAT AUTRE QUE L'ETAT DE SEJOUR

Article 4.

(1) Toute demande visant à obtenir le rapatriement d'un mineur pour une des raisons prévues à l'article 2, paragraphe 1, est adressée à l'autorité centrale de l'Etat vers lequel le rapatriement est sollicité.

(2) Si les autorités compétentes de cet Etat estiment la demande bien fondée et opportune, l'autorité centrale dudit Etat adresse à l'autorité centrale de l'Etat de séjour du mineur une requête aux fins de rapatriement.

Article 5.

(1) Aucune décision sur une requête aux fins de rapatriement n'est prise avant que le mineur ait été entendu personnellement, si ses facultés de discernement le permettent, par une autorité compétente de l'Etat requis.

(2) En outre, cette autorité s'efforce de recueillir l'avis des personnes intéressées par ladite décision et, notamment, de celles qui détiennent l'autorité parentale ou qui, sur le territoire de l'Etat requis assurent en fait la garde du mineur. Cette consultation n'a lieu que dans la mesure où elle n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts du mineur en raison des délais qu'elle peut nécessiter.

Article 6.

L'Etat requis donne une suite favorable à toute requête aux fins de rapatriement conforme à la présente convention et fondée sur l'article 2, paragraphe 1, à moins qu'il n'exerce la faculté de la rejeter en application des articles 7 et 8.

Article 7.

La requête peut être rejetée:

(*a*) si le mineur a, d'après la loi applicable selon les règles du droit international privé de l'Etat requis, la capacité de fixer seul sa résidence ou si une telle capacité découle de la législation interne de l'Etat requis;

(*b*) si la requête est fondée sur l'article 2, paragraphe 1 (*a*) et vise à soumettre le mineur à l'autorité de personnes qui ne détiennent pas l'autorité parentale d'après la loi applicable selon les règles du droit international privé de l'Etat requis ou qui ne détiennent pas l'autorité parentale selon la législation interne de l'Etat requis;

(*c*) si l'Etat requis considère que l'Etat requérant n'est pas compétent pour prendre les mesures prévues à l'article 2, paragraphe 1 (*b*) et (*c*);

(*d*) si l'Etat requis estime que le rapatriement du mineur est contraire à son ordre public;

(*e*) si le mineur est ressortissant de l'Etat requis;

(*f*) s'il s'agit d'un mineur ressortissant d'un Etat non contractant dont le rapatriement ne serait pas compatible avec les engagements existant entre cet Etat et l'Etat requis.

Article 8.

L'Etat requis peut, en outre, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, rejeter la requête:

(*a*) si la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale ou à qui le mineur est confié se trouvent sur le territoire de l'Etat requis et s'opposent au rapatriement;

(*b*) si le rapatriement est considéré comme étant contraire à l'intérêt du mineur, notamment lorsque ce dernier a des liens familiaux ou sociaux effectifs dans cet Etat ou lorsque le rapatriement est incompatible avec une mesure de protection ou de rééducation prise dans ledit Etat.

Article 9.

L'Etat requis peut ajourner sa décision sur la requête:

(*a*) si l'autorité parentale, sur laquelle la requête est fondée, est contestée pour des raisons sérieuses;

(*b*) s'il estime nécessaire de poursuivre le mineur pour une infraction ou de lui faire subir une sanction pénale privative de liberté.

Article 10.

Si la requête est accueillie, les autorités compétentes de l'Etat requérant et celles de l'Etat requis fixent, d'un commun accord et dans les meilleurs délais, les modalités de rapatriement.

Article 11.

L'Etat requis peut prendre les mesures provisoires nécessaires en vue du rapatriement et, notamment, placer le mineur dans une institution de protection de la jeunesse. Il peut mettre fin à tout moment à ces mesures qui cessent, en tout cas, à l'expiration d'un délai de 30 jours si la requête n'a pas été accueillie. Ces mesures provisoires sont régies par le droit interne de l'Etat requis.

Article 12.

En cas d'urgence, l'autorité centrale de l'Etat requérant peut demander que les mesures provisoires visées à l'article 11 soient prises avant même la réception, par l'Etat requis, de la requête aux fins de rapatriement. Ces mesures cessent si cette dernière requête n'a pas été reçue dans les dix jours.

Article 13.

(1) Lorsqu'une personne est rapatriée conformément aux dispositions du présent titre, aucune poursuite pénale ne peut être ni engagée ni continuée à son encontre dans l'Etat requérant pour des faits commis avant son rapatriement, à moins que l'Etat requis n'y consente expressément. Ce consentement est également requis pour l'exécution d'une condamnation à une sanction pénale privative de liberté ou à une peine plus grave, prononcée dans l'Etat requérant avant le rapatriement.

(2) Le consentement prévu au paragraphe 1 est régi par les règles applicables dans l'Etat requis en matière d'extradition ou par toutes autres règles instituées dans cet Etat en vue de l'application du présent article.

(3) Le consentement ne peut être refusé dans les cas où l'Etat requis serait tenu d'accorder l'extradition si celle-ci était demandée.

Titre III

RAPATRIEMENT SUR LA REQUETE DE L'ETAT DE SEJOUR

Article 14.

(1) Dans les cas prévus à l'article 2, paragraphe 2, l'Etat de séjour du mineur peut demander à un autre Etat contractant d'accepter le rapatriement de ce mineur selon les dispositions suivantes:

(*a*) lorsque la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale se trouvent dans un autre Etat contractant, la requête est adressée à cet Etat;

(*b*) lorsque la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale se trouvent dans un Etat non contractant, la requête est adressée à l'Etat contractant où le mineur a sa résidence habituelle;

(*c*) lorsque l'Etat où se trouvent la personne ou les personnes qui détiennent l'autorité parentale n'est pas connu ou lorsque personne ne détient cette autorité, la requête est adressée à l'Etat contractant où le mineur a sa résidence habituelle ou, si le rapatriement vers cet Etat est refusé ou ne peut avoir lieu, à l'Etat contractant dont le mineur est ressortissant.

(2) Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les pouvoirs que les Etats contractants tiennent de leur propre législation relative aux étrangers.

Article 15.

(1) Si l'Etat requis accepte de recevoir le mineur, les autorités compétentes de l'Etat requérant et de l'Etat requis fixent, d'un commun accord et dans les meilleurs délais, les modalités du rapatriement.

(2) La requête aux fins de rapatriement peut être accompagnée d'une demande tendant à ce que soit prise toute mesure appropriée en raison de la conduite ou de la situation du mineur dans l'Etat requérant. Elle peut mentionner en outre toutes conditions auxquelles le rapatriement serait subordonné.

Titre IV

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 16.

(1) Toute requête aux fins de rapatriement est formulée par écrit et indique notamment:

(*a*) l'autorité centrale dont elle émane;

(*b*) l'identité et la nationalité du mineur dont le rapatriement est demandé ainsi que, le cas échéant, son lieu de résidence dans l'Etat requis;

(*c*) les raisons invoquées à l'appui de la requête;

(*d*) le cas échéant, l'autorité ou la personne qui a présenté la demande de rapatriement et la nature de ses rapports juridiques avec le mineur.

(2) Dans le cas visé à l'article 2, paragraphe 1, la requête est accompagnée, s'il y a lieu, de l'original ou d'une copie authentique, soit du titre justificatif de l'autorité parentale à moins que cette autorité ne découle directement de la loi, soit de la décision ordonnant une mesure de protection ou de rééducation à l'égard du mineur, soit des documents faisant apparaître la necessité de la comparution du mineur dans la procedure en cours dans l'Etat requérant ainsi que les buts de cette procédure.

(3) Si l'Etat requis estime que les renseignements fournis par l'Etat requérant sont insuffisants pour lui permettre de statuer sur la requête, il demande les informations complémentaires qui lui sont nécessaires. Il peut fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 17.

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des requêtes et des pièces annexes n'est pas exigée.

(2) Tout Etat contractant peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les requêtes et pièces annexes lui soient adressées, accompagnées, soit d'une traduction dans sa propre langue ou dans l'une de ses langues, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'il indiquera. Les autres Etats contractants peuvent appliquer la règle de la réciprocité.

(3) Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la traduction des requêtes et pièces annexes contenues dans les accords ou arrangements en vigueur ou à intervenir entre deux ou plusieurs Etats contractants.

Article 18.

Les pièces et documents transmis en application de la présente convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

Article 19.

(1) Le transit d'un mineur en voie de rapatriement, conformément à la présente convention, à travers le territoire d'un Etat contractant, est accordé sur simple notification laissant une trace écrite et émanant de l'Etat à partir duquel le rapatriement doit être effectué.

(2) Le transit peut être refusé dans le cas où:

(*a*) le mineur fait l'objet d'une poursuite pénale dans l'Etat de transit ou s'il doit y subir une sanction pénale privative de liberté ou une peine plus grave;

(*b*) le mineur est ressortissant de l'Etat de transit.

(3) Lorsque le transit n'est pas refusé, le mineur ne peut être ni arrêté ni détenu dans l'Etat de transit en raison de faits commis avant son entrée dans cet Etat.

(4) L'Etat de transit veille à ce que le mineur ne se soustraie pas au rapatriement.

Article 20.

Tout refus de rapatriement ou de transit est motivé.

Article 21.

Les communications entre autorités centrales relatives à l'application de la présente convention peuvent être transmises par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

Article 22.

(1) Les frais engagés en vue de l'application de la présente convention sont à la charge:

(*a*) de l'Etat requis, s'ils sont engagés sur son propre territoire;

(*b*) de l'Etat requérant, dans les autres cas.

(2) Le présent article ne fait pas obstacle au recouvrement des frais sur le mineur ou sur les autres personnes qui en seraient redevables.

Titre V

DISPOSITIONS FINALES

Article 23.

(1) La présente convention est ouverte à la signature des Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

(2) La convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

(3) Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire, qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 24.

(1) Après l'entrée en vigueur de la présente convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente convention.

(2) L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 25.

Chaque Etat contractant pourra, par une déclaration faite au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion définir, en ce qui le concerne, le terme « ressortissant » au sens de la présente convention.

Article 26.

(1) Tout Etat contractant peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente convention.

(2) Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, étendre l'application de la présente convention, par déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la declaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

(3) Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourrà être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 29 de la présente convention.

Article 27.

(1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, la présente convention abroge, en ce qui concerne les territoires auxquelles elle s'applique, les dispositions des traités, conventions ou accords bilatéraux, qui, entre Etats contractants, régissent le rapatriement des mineurs pour les raisons prévues à l'article 2, dans la mesure où les Etats contractants ont toujours la faculté de recourir aux possibilités de rapatriement prévues par la présente convention.

(2) La présente convention ne s'oppose pas au rapatriement ou à l'extradition fondés soit sur des conventions ou accords internationaux, soit sur le droit interne de l'Etat en cause.

(3) Les Etats contractants peuvent conclure entre eux des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente convention; toutefois, de tels accords ne pourront être conclus qu'en vue de compléter les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qui y sont contenus. Ils peuvent, notamment, prévoir, par des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux, des rapports directs entre autorités locales.

(4) En outre, si deux ou plusieurs Etats contractants ont établi ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier, ils auront la faculté de régler leurs rapports en la matière en se fondant exclusivement sur ces systè-

mes, nonobstant les dispositions de la présente convention. Les Etats contractants qui viendraient à exclure dans leurs rapports mutuels l'application de la présente convention conformément aux dispositions du présent paragraphe adresseront à cet effet une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Article 28.

Le Conseil de l'Europe suivra l'exécution de la présente convention et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la convention donnerait lieu.

Article 29.

(1) La présente convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

(2) Tout Etat contractant pourra, en ce qui le concerne, dénoncer la présente convention en adressant une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

(3) La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire général.

Article 30.

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres représentés au Comité des Ministres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente convention:

(*a*) toute signature;

(*b*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*c*) toute notification effectuée en vertu de l'article 3 de la présente convention;

(*d*) toute date d'entrée en vigueur de la présente convention conformément à son article 23;

(*e*) toute déclaration effectuée en vertu de l'article 25;

(*f*) toute notification effectuée en vertu de l'article 26;

(*g*) toute notification effectuée en vertu de l'article 27, paragraphe 4;

(*h*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 29 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention.

FAIT à La Haye, le 28 mai 1970, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui serà déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:
BRODA

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
W. VAN CAUWENBERG

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:
C. DE MARGERIE

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:
Gerhard JAHN

Pour e Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:
Paul REUTER

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
C. H. F. POLAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
RUMOR

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione.

CONVENZIONE EUROPEA SUL RIMPATRIO DEI MINORI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente convenzione,

Considerando che la loro stretta unione si manifesta, in particolare, in un aumento della circolazione delle persone;

Considerando che, sebbene tale fatto abbia generalmente benefiche conseguenze, esso solleva nondimeno alcuni problemi, in particolare quando un minore si trova sul territorio di uno Stato contro la volontà di coloro che sono tenuti a proteggerne gli interessi, o quando la sua presenza sul territorio di uno Stato è incompatibile, sia con i suoi propri interessi che con quelli di tale Stato;

Convinti della necessità di dover cooperare al fine di permettere il trasferimento obbligatorio di tali minori,

Hanno convenuto quanto segue:

Titolo I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1.

Ai fini della presente convenzione l'espressione:

(*a*) « minore » indica ogni persona che non abbia ancora raggiunto la maggiore età in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiedente e che, in base a detta legge, non abbia la capacità di fissare da sola la propria residenza;

(*b*) « patria potestà » indica il diritto di fissare la residenza del minore, di cui sono investite persone fisiche o giuridiche in base alla legge o ad una decisione giudiziaria o amministrativa;

(*c*) « rimpatrio » di un minore indica il trasferimento di quest'ultimo, in applicazione della presente convenzione, da uno Stato contraente ad un altro Stato contraente, sia quest'ultimo Stato o meno lo Stato di cui il minore è cittadino.

Articolo 2.

(1) La presente convenzione si applica ai minori che si trovano sul territorio di uno Stato contraente e il cui rimpatrio è richiesto da un altro Stato contraente per una delle seguenti ragioni:

(*a*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiesto è contraria alla volontà della persona o delle persone che esercitano nei suoi confronti la patria potestà;

(*b*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiesto è incompatibile con una misura di protezione o di rieducazione adottata nei suoi confronti dalle autorità competenti dello Stato richiedente;

(*c*) la presenza del minore sul territorio dello Stato richiedente è necessaria e motivo di una procedura intesa ad adottare nei suoi confronti misure protettive o rieducative.

(2) La presente conversazione si applica altresì per il rimpatrio dei minori che si trovano sul territorio di uno Stato contraente allorchè tale Stato reputi la loro presenza contraria ai propri interessi od a quelli degli stessi minori, sempre che la legislazione di detto Stato ne permetta l'allontanamento dal proprio territorio.

Articolo 3.

Ogni Stato contraente designa un'autorità centrale incaricata di formulare, emettere e ricevere le domande di rimpatrio. Tale designazione viene notificata al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Titolo II

RIMPATRIO A RICHIESTA DI UNO STATO DIVERSO DALLO STATO DI SOGGIORNO

Articolo 4.

(1) Ogni domanda intesa ad ottenere il rimpatrio di un minore per uno dei motivi previsti dall'articolo 2, paragrafo 2, è indirizzata all'autorità centrale dello Stato verso il quale viene sollecitato il rimpatrio.

(2) Se le autorità competenti di tale Stato ritengono la domanda ben fondata ed opportuna, l'autorità centrale di detto Stato invierà all'autorità centrale dello Stato di soggiorno del minore una richiesta di rimpatrio.

Articolo 5.

(1) Nessuna decisione su di una richiesta di rimpatrio dovrà essere presa prima che il minore sia stato sentito personalmente, se le sue facoltà di giudizio lo consentono, da un'autorità competente dello Stato richiesto.

(2) Inoltre, detta autorità farà in modo di raccogliere i pareri delle persone interessate a detta decisione, e, *in particolare, di coloro che esercitano la patria* potestà o che, sul territorio dello Stato richiesto, hanno di fatto il minore in custodia. Detta consultazione avrà luogo solo nella misura in cui non sia di natura tale da recare pregiudizio agli interessi del minore e motivo dei ritardi che potrebbe causare.

Articolo 6.

Lo Stato richiesto darà un seguito favorevole ad ogni richiesta di rimpatrio che sia in conformità delle norme della presente convenzione e basata sull'articolo 2, paragrafo 1, a meno che non eserciti la facoltà di respingerla in base agli articoli 7 e 8.

Articolo 7.

La richiesta può essere respinta:

(*a*) se il minore ha, in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiesto, la capacità di fissare da solo la propria residenza o se una tale capacità deriva dalla legislazione interna dello Stato richiesto;

(*b*) se la richiesta è basata sull'articolo 2, paragrafo 1 (*a*) e tende a sottoporre il minore all'autorità di persone che non esercitino la patria potestà in base alla legge applicabile secondo le norme di diritto internazionale privato dello Stato richiesto o che non esercitino la patria potestà in base alla legislazione interna dello Stato richiesto;

(*c*) se lo Stato richiesto ritiene che lo Stato richiedente non sia competente ad adottare le misure di cui all'articolo 2, paragrafo 1 (*b*) e (*c*);

(*d*) se lo Stato richiesto ritiene che il rimpatrio del minore sia contrario al proprio ordine pubblico;

(*e*) se il minore è cittadino dello Stato richiesto;

(*f*) se si tratta di un minore che sia cittadino di uno Stato non contraente, il cui rimpatrio sarebbe incompatibile con gli impegni esistenti fra tale Stato e lo Stato richiesto.

Articolo 8.

Lo Stato richiesto può, inoltre, tenuto conto di tutte le circostanze del caso, respingere la richiesta:

(*a*) se la persona o le persone che esercitano la patria potestà o che hanno il minore in custodia si trovano sul territorio dello Stato richiesto o si oppongono al rimpatrio;

(*b*) se il rimpatrio è ritenuto contrario agli interessi del minore, in particolare ove quest'ultimo abbia vincoli familiari o sociali effettivi in tale Stato o quando il rimpatrio sia incompatibile con una misura di protezione o di rieducazione adottata in detto Stato.

Articolo 9.

Lo Stato richiesto può aggiornare la propria decisione sulla richiesta:

(*a*) se la patria potestà, sulla quale è basata la richiesta, viene contestata per motivi seri;

(*b*) se ritiene necessario perseguire il minore per un reato o di sottoporlo a sanzione penale restrittiva della libertà.

Articolo 10.

Se la richiesta viene accolta, le autorità competenti dello Stato richiedente e quelle dello Stato richiesto determinano di comune accordo e nel modo più sollecito la procedura relativa al rimpatrio.

Articolo 11.

Lo Stato richiesto può adottare le misure provvisorie necessarie per il rimpatrio e, in particolare, porre il minore in un istituto per la protezione della gioventù. Può porre fine in ogni momento a tali misure che vengono a cessare, in ogni caso, allo spirare di un termine di 30 giorni se la richiesta non è stata accolta. Tali misure provvisorie sono regolate dal diritto interno dello Stato richiesto.

Articolo 12.

In caso d'urgenza, l'autorità centrale dello Stato richiedente può chiedere che le misure provvisorie di cui all'articolo 11 siano adottate ancor prima del ricevimento da parte dello Stato richiesto, della richiesta di rimpatrio. Tali misure cessano se quest'ultima richiesta non è stata ricevuta entro dieci giorni.

Articolo 13.

(1) Quando una persona viene rimpatriata in base alle disposizioni del presente titolo, nessun procedimento può venire iniziato o continuato nei suoi confronti nello Stato richiedente per fatti commessi prima del suo rimpatrio, a meno che lo Stato richiesto non vi consenta espressamente. Tale consenso è del pari richiesto per l'esecuzione di una condanna penale restrittiva della libertà o di pena più grave, pronunciata nello Stato richiedente prima del rimpatrio.

(2) Il consenso di cui al paragrafo 1 è regolato dalle norme applicabili nello Stato richiesto in materia di estradizione o da ogni altra norma stabilita in tale Stato per l'applicazione del presente articolo.

(3) Il consenso non può essere rifiutato nel caso in cui lo Stato richiesto sia tenuto ad accordare l'estradizione quando questa venga richiesta.

Titolo III

RIMPATRIO SU RICHIESTA DELLO STATO DI SOGGIORNO

Articolo 14.

(1) Nei casi previsti dall'articolo 2, paragrafo 2, lo Stato di soggiorno può chiedere ad un altro Stato contraente di accettare il rimpatrio di detto minore in base alle seguenti disposizioni:

(*a*) quando la persona o le persone che esercitano la patria potestà si trovano in un altro Stato contraente, la richiesta verrà indirizzata a tale Stato;

(*b*) quando la persona o le persone che esercitano la patria potestà si trovano in uno Stato non contraente, la richiesta sarà indirizzata allo Stato contraente ove il minore ha la propria abituale residenza;

(*c*) quando non si conosca lo Stato ove si trovano la persona o le persone che esercitano la patria potestà o quando nessuno eserciti questa, la richiesta dovrà essere indirizzata allo Stato contraente ove il minore risiede abitualmente o, se il rimpatrio verso tale Stato viene rifiutato o non può aver luogo, allo Stato contraente di cui il minore è cittadino.

(2) Le disposizioni del paragrafo 1 non riguardano i poteri che gli Stati contraenti potranno esercitare in base alla propria legislazione relativa agli stranieri.

Articolo 15.

(1) Se lo Stato richiesto accetta di ricevere il minore, le autorità competenti dello Stato richiedente e dello Stato richiesto fisseranno di comune accordo e nel più breve termine la procedura relativa al rimpatrio.

(2) La richiesta relativa al rimpatrio può essere accompagnata da domanda diretta ad ottenere che vengano adottate le misure del caso in relazione alla condotta o alla situazione del minore nello Stato richiedente. Detta richiesta può inoltre specificare tutte le altre condizioni alle quali dovrà essere subordinato il rimpatrio.

Titolo IV

DISPOSIZIONI COMUNI

Articolo 16.

(1) Ogni richiesta relativa al rimpatrio deve essere formulata per iscritto ed indicare in particolare:

(*a*) l'autorità centrale che l'ha emanata;

(*b*) l'identità e la nazionalità del minore di cui si richiede il rimpatrio nonchè, ove occorra, il suo luogo di residenza nello Stato richiesto;

(*c*) i motivi invocati a sostegno della richiesta;

(*d*) occorrendo, l'autorità o la persona che ha presentato la domanda di rimpatrio e la natura dei suoi rapporti giuridici con il minore.

(2) Nell'ipotesi di cui all'articolo 2, paragrafo 1, la richiesta deve essere accompagnata, ove occorra, dall'originale o da una copia conforme, sia del titolo giustificativo della patria potestà, a meno che tale autorità non derivi direttamente dalla legge, sia della decisione che ordina l'adozione di una misura protettiva o rieducativa nei confronti del minore, sia dei documenti che comprovino la necessità della comparizione del minore nel procedimento in corso nello Stato richiedente nonchè lo scopo di tale procedimento.

(3) Se lo Stato richiesto ritiene inadeguate le informazioni fornite dallo Stato richiedente e tali da non consentirgli di decidere in merito alla richiesta, richiederà le ulteriori informazioni che gli saranno necessarie. All'uopo potrà fissare un termine al fine di ottenere tali informazioni.

Articolo 17.

(1) Salve restando le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, non è obbligatoria la traduzione delle richieste e dei documenti allegati.

(2) Ogni Stato contraente può, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, riservarsi la facoltà di pretendere che le richieste e i documenti allegati gli vengano indirizzati, accompagnati, sia da una traduzione nella propria lingua o in una delle sue lingue, sia da una traduzione in una qualsiasi

delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o in quella, fra tali lingue, che egli indicherà. Gli altri Stati contraenti possono applicare il principio di reciprocità.

(3) Le disposizioni di questo articolo non pregiudicano quelle relative alla traduzione delle richieste e dei documenti allegati contenute negli accordi o nei compromessi in vigore o che possano essere stipulati fra due o più Stati contraenti.

Articolo 18.

Quanto è trasmesso in applicazione della presente convenzione è esentato da qualsiasi formalità di legalizzazione.

Articolo 19.

(1) Il transito di un minore rimpatriato, in base alla presente convenzione, attraverso il territorio di uno Stato contraente, è accordato su semplice notifica scritta ed emanata dallo Stato a partire dal quale il rimpatrio deve essere effettuato.

(2) Il transito può essere rifiutato nel caso in cui:

(*a*) il minore sia oggetto di un procedimento penale nello Stato di transito o se debba subirvi una sanzione penale restrittiva della libertà o una pena più grave;

(*b*) il minore sia cittadino dello Stato di transito.

(3) Quando il transito non viene rifiutato, il minore non può essere arrestato, né detenuto nello Stato di transito per atti commessi prima del suo ingresso in tale Stato.

(4) Lo Stato di transito vigilerà perché il minore non si sottragga al rimpatrio.

Articolo 20.

Ogni rifiuto di rimpatrio o di transito deve essere motivato.

Articolo 21.

Le comunicazioni tra le autorità centrali, relative all'applicazione della presente convenzione possono essere trasmesse per il tramite dell'Organizzazione internazionale di polizia giudiziaria (INTERPOL).

Articolo 22.

(1) Le spese sostenute in applicazione della presente convenzione sono a carico:

(*a*) dello Stato richiesto, se dette spese sono sostenute sul proprio territorio;

(*b*) dello Stato richiedente, negli altri casi.

(2) Le disposizioni di questo articolo non sono di ostacolo al recupero delle spese che gravano sul minore o sulle altre persone che ne sarebbero responsabili.

Titolo V

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 23.

(1) La presente convenzione è aperta alla firma degli Stati membri rappresentati al Consiglio dei Ministri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

(2) La convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

(3) Essa entrerà in vigore per ogni altro Stato firmatario, che la ratificherà o l'accetterà successivamente, tre mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 24.

(1) Dopo l'entrata in vigore della presente convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni altro Stato non membro del Consiglio ad aderirvi.

(2) L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà efficacia tre mesi dopo la data del deposito stesso.

Articolo 25.

Ogni Stato contraente potrà, mediante dichiarazione fatta al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, definire, per ciò che lo riguarda, il termine « cittadino » ai sensi della presente convenzione.

Articolo 26.

(1) Ogni Stato contraente potrà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, indicare il territorio o i territori ai quali la presente convenzione sarà applicata.

(2) Ogni Stato contraente potrà, all'atto del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, oppure in qualunque altra data successiva estendere, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, l'applicazione della presente convenzione ad ogni altro territorio indicato nella dichiarazione e delle cui relazioni internazionali detto Stato sia responsabile o per il quale esso sia autorizzato a stipulare.

(3) Qualsiasi dichiarazione fatta in base al paragrafo precedente potrà, per quel che riguarda ogni territorio citato in essa, essere ritirata alle condizioni previste dall'articolo 29 della presente convenzione.

Articolo 27.

(1) Salve restando le disposizioni dei paragrafi 3 e 4 del presente articolo, la presente convenzione abroga, per quanto riguarda i territori ai quali viene applicata, le disposizioni dei trattati, convenzioni o accordi bilaterali che regolano, fra Stati contraenti, il rimpatrio dei minori per i motivi previsti dall'articolo 2, nella misura in cui gli Stati contraenti abbiano sempre la facoltà di ricorrere alle possibilità di rimpatrio previste dalla presente convenzione.

(2) La presente convenzione non vieta il rimpatrio o l'estradizione basati sia su convenzioni o accordi internazionali, che sul diritto interno dello Stato in questione.

(3) Gli Stati contraenti possono stipulare fra loro accordi bilaterali o multilaterali relativi a questioni regolate dalla presente convenzione; tuttavia, gli accordi non potranno essere stipulati che allo scopo di comple-

tare le disposizioni della presente convenzione o di facilitare l'applicazione dei princìpi in essa contenuti. Essi possono, in particolare, prevedere, mediante accordi o compromessi bilaterali o multilaterali, rapporti diretti fra le autorità locali.

(4) Inoltre se due o più Stati contraenti hanno stabilito o intendono stabilire i loro rapporti nella base di una legislazione uniforme o di un regime particolare, essi avranno la facoltà di regolare i loro rapporti in materia basandosi esclusivamente su tali sistemi, nonostante le disposizioni della presente convenzione. Gli Stati contraenti che dovessero escludere nei loro reciproci rapporti l'applicazione della presente convenzione in base alle disposizioni del presente paragrafo, invieranno a tale scopo una notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 28.

Il Consiglio d'Europa avrà cura di informarsi dell'esecuzione della presente convenzione e faciliterà il più possibile la sistemazione pacifica di ogni difficoltà che potrà sorgere dalla sua esecuzione.

Articolo 29.

(1) La presente convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.

(2) Ogni Stato contraente potrà, per quel che lo riguarda, denunciare la presente convenzione inviandone notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

(3) Tale denuncia avrà efficacia sei mesi dopo la data del ricevimento della notifica da parte del Segretario generale.

Articolo 30.

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri rappresentati al Consiglio dei Ministri e ad ogni altro Stato aderente alla presente convenzione:

(*a*) ogni firma;

(*b*) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

(*c*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 3 della presente convenzione;

(*d*) ogni data di entrata in vigore della presente convenzione in base all'articolo 23;

(*e*) ogni dichiarazione fatta in base all'articolo 25;

(*f*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 26;

(*g*) ogni notifica ricevuta in base all'articolo 27, paragrafo 4;

(*h*) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 29 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà efficacia.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente convenzione.

FATTO a L'Aja, il 28 maggio 1970, nelle lingue francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia conforme ad ogni Stato firmatario od aderente.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 4 agosto 1975, n. 397.

Norme per il potenziamento dei servizi dell'Amministrazione finanziaria.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Per l'espletamento dei servizi meccanografici connessi con l'istituzione dell'anagrafe tributaria, le dotazioni organiche dei ruoli del personale per i servizi meccanografici e del personale di meccanografia delle carriere esecutive del Ministero delle finanze sono aumentate nelle misure indicate per ciascuno dei ruoli stessi nella tabella *A* allegata alla presente legge. Il quadro *M* della tabella VI allegata al decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, è sostituito con quello della tabella *B* allegata alla presente legge.

La dotazione organica della carriera esecutiva dell'amministrazione periferica delle imposte dirette — ruolo del personale addetto agli uffici — è diminuita di n. 1.470 unità nella qualifica iniziale. E' soppressa nel predetto ruolo la qualifica di operatore tecnico.

Gli operatori tecnici delle imposte dirette sono inquadrati nel ruolo del personale di meccanografia della carriera esecutiva dell'amministrazione periferica delle imposte dirette, con la qualifica di coadiutore meccanografo, e conservano l'anzianità di carriera e di qualifica già maturata nel ruolo di provenienza.

Sono istituiti, con le dotazioni organiche di cui alla tabella *C* allegata alla presente legge, il ruolo organico del personale di meccanografia delle carriere di concetto ed esecutiva dell'amministrazione periferica delle dogane ed imposte indirette ed il ruolo del personale operaio per i servizi meccanografici del Ministero delle finanze.

Il Ministro per le finanze determina, con proprio decreto, le nuove piante organiche dei ruoli di cui alla tabella *A*, secondo i criteri indicati, rispettivamente, negli articoli 18, 23 e 29 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, e nel secondo comma, n. 2, dell'articolo 60 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748.

Art. 2.

Le dotazioni organiche dei seguenti ruoli del personale del Ministero delle finanze sono aumentate dei contingenti rispettivamente indicati:

ruolo organico della carriera direttiva dell'amministrazione periferica delle imposte dirette: 1.800 posti;

ruolo organico della carriera direttiva degli uffici del registro e degli ispettorati compartimentali dell'amministrazione periferica delle tasse e delle imposte indirette sugli affari: 950 posti;

ruolo organico dei cassieri degli uffici del registro — carriera di concetto — dell'amministrazione periferica delle tasse e delle imposte indirette sugli affari: 300 posti.

Le dotazioni organiche dei seguenti ruoli sono ridotte dei contingenti rispettivamente indicati:

ruolo organico del personale amministrativo della carriera di concetto dell'amministrazione periferica delle imposte dirette - segretari: 300 posti;

ruolo organico del personale amministrativo della carriera di concetto degli uffici del registro dell'amministrazione periferica delle tasse e delle imposte indirette sugli affari - segretari: 300 posti.

Il riassorbimento dei posti in soprannumero esistenti, per effetto dell'articolo 5, sesto comma, del decreto del Presidente della Repubblica 1° giugno 1972, n. 319, nei ruoli della carriera direttiva di cui al primo comma del presente articolo verrà operato in ragione della metà delle vacanze che si determineranno, successivamente al 1° gennaio 1980, in conseguenza delle cessazioni dal servizio degli impiegati appartenenti ai rispettivi ruoli.

La disposizione dell'articolo 5, sesto comma, secondo periodo, del decreto del Presidente della Repubblica 1° giugno 1972, n. 319, non si applica, con effetto dalla data di entrata in vigore della presente legge, ai ruoli della carriera di concetto ordinaria del Ministero delle finanze di cui alle tabelle VIII e IX annesse a detto decreto.

Il Ministro per le finanze determina, con proprio decreto, le nuove piante organiche dei ruoli di cui al primo comma del presente articolo, in base ai criteri indicati nell'articolo 18 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, e nell'articolo 60, secondo comma, n. 2, del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748. Ferme restando le attuali dotazioni organiche delle qualifiche dirigenziali, i quadri *H* ed *L* della tabella VI allegata al decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, sono sostituiti da quelli delle tabelle *D* ed *E* allegate alla presente legge.

Art. 3.

Ai concorsi di accesso ai ruoli delle carriere direttive e di concetto del personale per i servizi meccanografici ed al ruolo della carriera di concetto del personale di meccanografia delle dogane, possono partecipare, oltre a coloro che sono in possesso di uno dei titoli di studio previsti dall'articolo 4 della legge 15 giugno 1965, n. 703, anche coloro che sono in possesso di uno dei seguenti titoli di studio:

1) carriera direttiva:

a) laurea in scienze dell'informazione;

b) laurea in matematica e fisica;

2) carriera di concetto:

a) diploma di maturità classica;

b) diploma di perito agrario;

c) diploma di perito aziendale;

d) diploma di maturità tecnica aeronautica;

e) abilitazione magistrale.

Per l'ammissione ai concorsi di accesso al ruolo della carriera esecutiva del personale di meccanografia delle dogane, istituito dal precedente articolo 1, è richiesto il possesso del diploma di istruzione secondaria di primo grado.

Art. 4.

Per la copertura dei posti comunque disponibili nei ruoli indicati nel primo e nel quarto comma dell'articolo 1, con esclusione di quelli del ruolo del personale operaio per i servizi meccanografici, il Ministro per le finanze può indire concorsi speciali, anche in deroga all'articolo 27 della legge 18 marzo 1968, n. 249, ed agli articoli 2, quarto comma, e 3 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Tali concorsi possono essere indetti:

a) per la carriera direttiva su base nazionale;

b) per le carriere di concetto ed esecutiva su base regionale, da espletare contemporaneamente su tutto il il territorio nazionale.

I concorsi di cui alla lettera *b*) del precedente comma possono essere unici per più ruoli. Nella prima applicazione della presente legge tali concorsi debbono essere unici per tutti i ruoli della medesima carriera.

Art. 5.

Nei concorsi speciali, indicati alla lettera *a*) del precedente articolo 4, la commissione esaminatrice è composta come segue:

da un magistrato amministrativo o ordinario con qualifica non inferiore a consigliere di Stato o equiparata, presidente;

da due funzionari con qualifica non inferiore a primo dirigente e da due esperti in elaborazioni elettroniche dei dati o in scienze dell'informazione o in psicologia applicata, anche estranei all'Amministrazione dello Stato, membri.

L'esame dei concorsi di cui al precedente comma consiste in un colloquio integrato da una prova attitudinale, articolata in una serie di esami obiettivi a risposta sintetica. Fermo restando quanto stabilito dal precedente articolo 4, lettera *a*), nell'emanazione dei bandi di concorso e nell'espletamento degli stessi si osservano, in quanto applicabili, le disposizioni contenute nel successivo articolo 6.

Nei concorsi speciali indicati alla lettera *b*) del secondo comma del precedente articolo 4, la commissione esaminatrice è composta come segue:

da un funzionario dell'Amministrazione centrale del Ministero delle finanze, con qualifica non inferiore a primo dirigente, presidente;

da due funzionari del Ministero delle finanze, con qualifica non inferiore a direttore di sezione e da due esperti in elaborazione elettronica dei dati, o in scienze dell'informazione, o in psicologia applicata, anche estranei all'Amministrazione dello Stato, membri.

La prova di esame dei concorsi speciali di cui al precedente comma è svolta nel capoluogo della regione per la quale i concorsi sono indetti. Alle operazioni relative allo svolgimento della prova stessa provvede, in ciascuna regione, una commissione nominata dal Ministro per le finanze e così composta:

dall'intendente di finanza del capoluogo della regione o da un funzionario della carriera direttiva in servizio presso la stessa intendenza di finanza ed in possesso di qualifica non inferiore a direttore aggiunto di divisione, presidente;

da due funzionari con qualifica non inferiore a direttore di sezione, membri.

La commissione di cui al precedente comma esaurisce i propri compiti con l'invio degli elaborati alla commissione esaminatrice.

Per le carriere di concetto ed esecutive, le prove d'esame dei concorsi indetti ai sensi del precedente articolo 4 consistono in una unica prova attitudinale, articolata in una serie di esami obiettivi a risposta sintetica.

Le funzioni di segretario delle commissioni di cui al presente articolo sono svolte da funzionari con qualifica non inferiore a consigliere.

Art. 6.

Le modalità per lo svolgimento dei concorsi di cui al precedente articolo 4, lettera *b*), debbono comunque prevedere che la valutazione dei questionari elaborati dai candidati sia effettuata per mezzo di apparecchiature elettroniche; le modalità stesse sono determinate dal bando con il quale è indetto il concorso medesimo anche in deroga agli articoli 5, 6 e 7 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, ed in modo che siano comunque assicurate idonee garanzie di autenticità e di segretezza.

Le domande a risposta sintetica delle prove attitudinali di cui al precedente articolo possono essere acquistate presso ditte specializzate nella materia e sono fornite in plico sigillato. Le relative soluzioni sono parimenti fornite, in plico sigillato, dalla ditta incaricata della compilazione dei questionari. In tale caso, l'acquisto deve essere operato per un numero di domande pari a tre volte il numero di quelle che la commissione esaminatrice dovrà scegliere perchè formino oggetto del questionario da sottoporre ai candidati.

Il Ministro per le finanze può stipulare con le ditte specializzate fornitrici delle domande, o con altre, convenzioni per la stampa del questionario stabilito dalla commissione esaminatrice quale prova di esame, nonchè per la valutazione elettronica degli elaborati. La stampa del questionario sarà effettuata sotto la diretta sorveglianza degli organi dell'Amministrazione finanziaria, con l'ausilio della guardia di finanza.

Le soluzioni delle domande acquistate per la determinazione della prova d'esame sono conservate dal presidente della commissione esaminatrice in plico sigillato che sarà aperto soltanto al momento della valutazione degli elaborati. Le operazioni elettroniche relative a tale valutazione sono effettuate sotto la diretta sorveglianza della commissione esaminatrice.

I titolari delle ditte specializzate di cui al presente articolo ed il personale dipendente sono tenuti al segreto d'ufficio; in caso di inosservanza, si applicano le pene stabilite dall'articolo 326 del codice penale.

I compensi ai componenti delle commissioni di cui al precedente articolo, estranei all'Amministrazione dello Stato, ed i compensi ai componenti delle commissioni di cui ai successivi articoli 7 e 8, in trattamento di quiescenza, sono determinati anche in deroga alle vigenti disposizioni, con apposito decreto del Ministro per le finanze, di concerto con il Ministro per il tesoro.

Art. 7.

Per la copertura dei posti che, per effetto della presente legge, si rendono disponibili nei ruoli delle carriere direttive di cui al primo comma dell'articolo 2, il Ministro per le finanze può indire, anche in deroga all'articolo 27 della legge 18 marzo 1968, n. 249, ed agli articoli 2, quarto comma, e 3 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, concorsi speciali su base regionale o per più regioni.

Le prove d'esame dei concorsi speciali di cui al precedente comma da svolgere nel capoluogo della regione o in uno dei capoluoghi delle regioni, sono le seguenti:

1) una prova scritta, consistente nello svolgimento di un componimento diretto ad accertare la preparazione dei candidati nelle materie giuridiche ed economiche ed avente attinenza con il diritto amministrativo, il diritto privato, il diritto tributario, la scienza delle finanze e l'economia politica;

2) un colloquio, diretto principalmente ad accertare la preparazione del candidato ed avente ad oggetto le materie indicate al numero 1), nonchè nozioni di diritto penale e di contabilità di Stato.

Conseguono l'ammissione al colloquio i candidati che abbiano riportato nella prova scritta una votazione di almeno sette decimi.

Le commissioni esaminatrici dei concorsi di cui al presente articolo sono nominate con decreto del Ministro per le finanze e sono composte da:

un magistrato amministrativo o ordinario, con qualifica non inferiore a consigliere di Stato od equiparata, presidente;

l'intendente di finanza del capoluogo dove si svolgono le prove d'esame, oppure un funzionario in servizio presso la stessa intendenza di finanza con qualifica non inferiore a direttore aggiunto di divisione, nonchè tre funzionari dei ruoli del Ministero delle finanze, con qualifica non inferiore a direttore aggiunto di divisione o equiparata, membri; questi ultimi possono essere nominati, anche in deroga all'ultimo comma dell'articolo 67 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, fra il personale in quiescenza di corrispondente qualifica.

Possono essere nominate sottocommissioni d'esame, con la procedura e nelle ipotesi di cui al secondo comma dell'articolo 4 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Le funzioni di segretario delle commissioni e delle eventuali sottocommissioni di concorso sono svolte da un funzionario della intendenza di finanza del capoluogo dove si svolgono le prove d'esame con qualifica non inferiore a direttore di sezione.

Per quanto non diversamente previsto dal presente articolo, nei concorsi speciali di cui al primo comma, si applicano le disposizioni contenute in materia dal testo unico sullo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e dal relativo regolamento, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

I concorsi speciali previsti dal presente articolo sono unici per entrambi i ruoli.

Art. 8.

Per la copertura dei posti che, nella prima applicazione della presente legge, risultano comunque disponibili nei ruoli della carriera di concetto indicati nel precedente articolo 2, il Ministro per le finanze può

indire, anche in deroga all'articolo 27 della legge 18 marzo 1968, n. 249, ed agli articoli 2, quarto comma, e 3 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, concorsi speciali su base regionale o per più regioni.

Le prove d'esame dei concorsi speciali di cui al precedente comma, da svolgere nel capoluogo della regione o in uno dei capoluoghi delle regioni, sono le seguenti:

1) una prova scritta, consistente nello svolgimento di un componimento diretto ad accertare la preparazione dei candidati nelle materie giuridiche ed economiche, con particolare riguardo a nozioni di diritto amministrativo, diritto privato, contabilità di Stato, scienza delle finanze ed economia politica;

2) un colloquio, diretto principalmente ad accertare la preparazione del candidato ed avente ad oggetto le materie indicate al numero 1).

Conseguono l'ammissione al colloquio i candidati che abbiano riportato, nella prova scritta, una votazione di almeno sette decimi.

Le commissioni esaminatrici dei concorsi di cui al presente articolo sono nominate con decreto del Ministro per le finanze e sono composte da:

l'intendente di finanza del capoluogo dove si svolgono le prove d'esame o un funzionario in servizio presso la stessa intendenza di finanza, con qualifica non inferiore a direttore aggiunto di divisione, presidente;

due funzionari dei ruoli del Ministero delle finanze con qualifica non inferiore a direttore di sezione o equiparata, membri, che possono essere nominati, anche in deroga all'ultimo comma dell'articolo 67 del decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748, fra il personale in quiescenza di corrispondente qualifica.

Possono essere nominate sottocommissioni d'esame con la procedura e nelle ipotesi di cui al secondo comma dell'articolo 4 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Le funzioni di segretario delle commissioni e delle eventuali sottocommissioni di concorso sono svolte da un funzionario dell'intendenza di finanza del capoluogo dove si svolgono le prove d'esame, con qualifica almeno di consigliere.

Per quanto non diversamente previsto dal presente articolo, nei concorsi speciali di cui al primo comma si applicano le disposizioni contenute in materia dal testo unico sullo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e dal relativo regolamento, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

Art. 9.

Nelle domande di ammissione ai concorsi comunque indetti per i ruoli del Ministero delle finanze gli aspiranti, oltre a dichiarare quanto prescritto dall'articolo 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, devono dichiarare anche il possesso di eventuali titoli preferenziali e di precedenza nella nomina. Nelle domande di ammissione ai concorsi speciali di cui alla presente legge, gli aspiranti devono, altresì, indicare, in ordine di preferenza, i ruoli e le regioni in cui, se vincitori, intendono essere nominati a prestare servizio. In caso di concorsi per più regioni, i candidati indicheranno in ordine di preferenza le regioni a cui, in caso di nomina, intendono essere assegnati.

I limiti massimi di età per l'accesso alle carriere direttive, di concetto ed esecutiva dei ruoli di cui all'articolo 1 sono rispettivamente fissati in anni 30, 28 e 26; nei concorsi di accesso ai ruoli di cui al precedente comma, per le categorie di candidati in cui favore leggi speciali prevedono deroghe, detti limiti non possono superare, anche in caso di cumulo di benefici, gli anni 36.

Non si applicano le norme contenute nell'articolo 200, primo comma, del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, nell'articolo 22 della legge 19 luglio 1962, n. 959, e nello articolo 8 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Art. 10.

Sulla base delle graduatorie di merito dei concorsi comunque espletati per la copertura dei posti disponibili nei ruoli del personale del Ministero delle finanze compilate dalle commissioni esaminatrici, e sulla base dei titoli preferenziali e di precedenza indicati nelle domande di ammissione, vengono formate le graduatorie dei vincitori e degli idonei dei concorsi stessi. Tali graduatorie sono approvate con decreto del Ministro per le finanze, immediatamente efficace.

I candidati utilmente collocati nelle graduatorie di cui al presente articolo sono invitati ad assumere servizio in via provvisoria nell'ufficio di destinazione il primo giorno del mese successivo alla scadenza di venti giorni dalla data di ricezione di apposita lettera raccomandata con avviso di ricevimento.

Con la lettera raccomandata di cui al comma precedente, i candidati sono, altresì, invitati a consegnare al capo dell'ufficio di destinazione, all'atto dell'assunzione in servizio, la documentazione relativa al possesso dei requisiti per la nomina prescritta nel bando di concorso e, ove occorra, dei titoli preferenziali e di precedenza, dichiarati nella domanda di ammissione.

Eventuali irregolarità sanabili della documentazione di cui al terzo comma, accertate dal competente ufficio del Ministero delle finanze, al quale la documentazione stessa è trasmessa dal funzionario che ha immesso in servizio il vincitore del concorso, possono essere regolarizzate, a cura dell'interessato, entro trenta giorni dalla data di ricezione dell'apposito invito.

La mancata assunzione di servizio entro il termine di cui al secondo comma o la mancata o incompleta consegna della documentazione di cui al terzo comma o la omessa regolarizzazione della documentazione stessa nel termine prescritto, implicano la decadenza dal diritto alla nomina in prova.

Si applicano le disposizioni di cui ai commi secondo, terzo e quinto dell'articolo 8 del decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1972, n. 593.

Nei casi in cui, dopo l'assunzione di cui al secondo comma, non possa aver corso la definitiva nomina in ruolo, l'assunzione medesima cessa di avere ogni efficacia.

Gli impiegati di cui al presente articolo sono nominati in prova, con decorrenza dalla data di assunzione in servizio, al termine delle operazioni di accertamento del possesso dei requisiti prescritti per la nomina.

Al pagamento dello stipendio degli impiegati assunti in servizio con la procedura di cui al presente articolo si provvede con apertura di partite provvisorie di spesa fissa.

I posti che si rendono disponibili per la decadenza dal diritto alla nomina prevista dal presente articolo o per la risoluzione del rapporto d'impiego li cui al sesto comma dell'articolo 11, possono essere conferiti, entro il termine di 6 mesi, secondo l'ordine della elativa graduatoria ed anche indipendentemente dalle preferenze indicate a norma del successivo articolo 11, ai concorrenti che abbiano conseguito l'idoneità nel concorso di ammissione.

Agli impiegati assunti ai sensi del presente articolo viene attribuita, solo ai fini della partecipazione agli scrutini di promozione, previsti dagli articoli 15, 20 e 26 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, l'anzianità di servizio pari a quella dell'impiegato o degli impiegati che abbiano assunto servizio, ai sensi del presente articolo, nella data più remota.

Art. 11.

Con i decreti di cui al primo comma dell'articolo precedente i candidati collocati nelle graduatorie dei concorsi unici per più ruoli, previsti dalla presente legge, sono assegnati ai singoli ruoli, rispettando le preferenze indicate dagli interessati, secondo l'ordine delle stesse.

Con modalità analoghe a quelle indicate nel comma precedente si provvede all'assegnazione alle singole regioni dei vincitori dei concorsi per più regioni e dei concorsi nazionali con ripartizione regionale dei posti.

I vincitori dei concorsi, che non abbiano indicato preferenze o che le abbiano indicate in numero insufficiente in relazione al posto occupato in graduatoria, sono assegnati di ufficio ad un ruolo o ad una regione con posti disponibili dopo l'accoglimento, secondo l'ordine di graduatoria, delle preferenze espresse dagli altri vincitori.

I vincitori del concorso di cui alla lettera *b*) dell'articolo 4, sono destinati, durante il periodo di prova ed anche in pendenza della nomina in tale posizione, a frequentare un corso obbligatorio di meccanografia.

Il Ministro per le finanze può, con proprio decreto, autorizzare la scuola centrale tributaria « Ezio Vanoni » ad organizzare corsi di formazione, anche su base territorialmente decentrata, per i vincitori dei concorsi di cui al precedente articolo 7. La frequenza dei corsi stessi può avvenire anche in pendenza della nomina in prova degli interessati. Appositi corsi di formazione e di addestramento possono essere organizzati per il personale di cui al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 649.

Si applicano, per i candidati obbligati a frequentare il corso di meccanografia, gli ultimi tre commi dell'articolo 9 del decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1972, n. 593.

I posti ulteriormente disponibili dopo l'applicazione del penultimo comma del precedente articolo possono essere conferiti agli idonei non vincitori degli altri concorsi regionali, seguendo l'ordine di una graduatoria unica nazionale degli idonei, compilata dal Ministero delle finanze. Nelle domande, da produrre entro venti giorni dal ricevimento di apposito invito, gli interessati debbono indicare le regioni presso le quali intendono essere nominati.

Ai fini del collocamento nei singoli ruoli dei vincitori dei concorsi regionali di cui alla presente legge che abbiano conseguito la nomina all'impiego, vengono formate graduatorie nazionali sulla base del punteggio riportato nelle prove d'esame e degli eventuali titoli preferenziali e di precedenza.

Il personale nominato all'impiego in seguito ai concorsi regionali dovrà permanere negli uffici situati nel territorio della regione per un periodo non inferiore a dieci anni, a decorrere dalla data di immissione in servizio. Si applica il disposto del secondo comma dell'articolo 10 del decreto del Presidente della Repubblica 16 settembre 1972, n. 593.

Art. 12.

Nella prima applicazione della presente legge un terzo dei posti messi a concorso per la qualifica iniziale della carriera di concetto del ruolo del personale per i servizi meccanografici è riservato agli impiegati appartenenti al ruolo della carriera esecutiva del personale per i servizi meccanografici in possesso dello specifico titolo di studio richiesto dal secondo comma dell'articolo 4 della leggge 15 giugno 1965, n. 703, come integrato dal precedente articolo 3, oppure che siano forniti di diploma di istruzione secondaria di primo grado e che abbiano esplicato mansioni di analisti o di programmatore, per almeno due anni nell'ultimo quinquennio, presso un centro di elaborazione dei dati del Ministero delle finanze.

Le disposizioni di cui al comma precedente si applicano anche ai concorsi per la qualifica iniziale del ruolo della carriera di concetto del personale di meccanografia delle dogane, in favore degli impiegati appartenenti ai ruoli della carriera esecutiva di quell'amministrazione periferica.

Art. 13.

Nella prima applicazione della presente legge, i posti disponibili nelle qualifiche del ruolo della carriera di concetto del personale per i servizi meccanografici possono essere conferiti, per non oltre un quarto, in base ad una graduatoria di merito, formata dal consiglio di amministrazione, agli impiegati che in possesso di uno dei titoli di studio previsti dal secondo comma dello articolo 4 della legge 15 giugno 1965, n. 703, come integrato dal precedente articolo 3, rivestono una qualifica corrispondente nelle carriere di concetto del Ministero delle finanze e sono in servizio alla data di entrata in vigore della presente legge presso il centro nazionale di elaborazione dei dati per l'anagrafe tributaria o presso i reparti autonomi di pregestione e preelaborazione dei dati dipendenti dalla direzione generale per l'organizzazione dei servizi tributari, oppure presso lo schedario generale dei titoli azionari.

Nella prima applicazione della presente legge i posti disponibili nelle qualifiche del ruolo della carriera esecutiva del personale per i servizi meccanografici possono essere conferiti, per non oltre un quarto, in base ad una graduatoria di merito formata dal consiglio di amministrazione, agli impiegati che, in possesso del titolo di studio previsto dal terzo comma dell'articolo 4 della legge 15 giugno 1965, n. 703, rivestono una qualifica cor-

rispondente nelle carriere esecutive del Ministero delle finanze e sono in servizio alla data di entrata in vigore della presente legge presso il centro nazionale di elaborazione dei dati per l'anagrafe tributaria, o presso i reparti autonomi di pregestione e preelaborazione dei dati dipendenti dalla direzione generale per l'organizzazione dei servizi tributari, oppure presso lo schedario generale dei titoli azionari.

Le disposizioni di cui ai commi precedenti si applicano anche, per le qualifiche dei ruoli delle carriere di concetto ed esecutiva istituiti dalla tabella *C* allegata alla presente legge, in favore degli impiegati che rivestono una qualifica corrispondente nelle altre carriere di concetto ed esecutiva dell'amministrazione periferica delle dogane e imposte indirette e sono in servizio, alla data di entrata in vigore della presente legge, presso un centro di elaborazione dei dati dell'amministrazione stessa.

Le graduatorie di cui ai commi precedenti sono formate in base ai seguenti elementi: mansioni svolte, quali risultano dai rapporti informativi del precedente quinquennio; giudizi contenuti nei rapporti informativi stessi, risultato conseguito nei corsi di addestramento per i servizi meccanografici. Per ottenere gli inquadramenti previsti dal presente articolo gli interessati debbono produrre domanda, a pena di decadenza, entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Per i passaggi di carriera previsti dal presente articolo si osservano i criteri e le modalità di cui all'articolo 200 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Qualora le riserve di cui al presente articolo non vengano utilizzate, i posti resisi disponibili saranno conferiti ai candidati idonei dei concorsi per le carriere di concetto ed esecutiva del personal per i servizi meccanografici e del personale di meccanografia dell'amministrazione delle dogane ed imposte indirette.

Art. 14.

Per un periodo di tre anni dalla data di entrata in vigore della presente legge, un terzo dei posti disponibili nei ruoli delle carriere di concetto ed esecutive del Ministero delle finanze è attribuito agli impiegati appartenenti alle carriere, rispettivamente, esecutive ed ausiliaria dello stesso ramo dell'amministrazione finanziaria che, alla data stessa, abbiano i seguenti requisiti:

a) sei anni di servizio di ruolo;

b) giudizio complessivo di « ottimo » negli ultimi tre anni;

c) possesso del titolo di studio prescritto per l'accesso al ruolo della carriera superiore a quella di appartenenza, oppure, in mancanza del titolo di studio stesso, esercizio, negli ultimi due anni, delle mansioni della carriera superiore, risultanti da un apposito attestato, redatto dal capo dell'ufficio, nonché possesso del titolo di studio prescritto per la carriera di appartenenza.

Il conferimento dei posti viene effettuato sulla base di una graduatoria formata dal consiglio d'amministrazione tra gli impiegati che ne facciano domanda entro sessanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Possono, inoltre, chiedere di essere inquadrati, in soprannumero quando nei relativi ruoli non vi siano posti disponibili, nella qualifica iniziale delle carriere di concetto, escluse quelle tecniche, del Ministero delle finanze, gli impiegati appartenenti ai corrispondenti ruoli delle carriere esecutive, a suo tempo collocati nelle graduatorie di merito previste dall'articolo 20 della legge 19 luglio 1962, n. 959, ma che non sono stati nominati nella carriera superiore per mancanza di posti.

Il riassorbimento dei posti in soprannumero di cui al precedente comma verrà operato in ragione della metà delle vacanze che si determineranno, successivamente al 1° gennaio 1980, per effetto delle cessazioni dal servizio degli impiegati appartenenti ai ruoli stessi.

In sede di prima attuazione, il collocamento in ruolo di cui al primo ed al terzo comma del presente articolo decorre dalla data di entrata in vigore della presente legge; gli impiegati inquadrati nella carriera di concetto ai sensi del terzo comma del presente articolo vengono collocati in ruolo in base al posto occupato nella graduatoria a suo tempo formulata e precedono, nel ruolo stesso, gli impiegati eventualmente inquadrati ai sensi del primo comma.

I successivi collocamenti in ruolo decorrono dal primo gennaio dell'anno successivo a quello in cui i posti si rendono disponibili.

Ai fini del computo dell'anzianità di servizio richiesta per l'ammissione agli scrutini di promozione alla qualifica di segretario principale e di coadiutore principale o equiparate, si applica il disposto degli articoli 41 e 42 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, con esclusione del limite di permanenza previsto dal terzo comma dell'articolo 41 stesso. Agli effetti dell'attribuzione delle classi e degli aumenti periodici di stipendio, il servizio prestato dagli impiegati di cui al presente articolo nella carriera di provenienza è valutato per metà.

Nei confronti degli impiegati di cui ai precedenti commi si applica il disposto dell'articolo 12, terzo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079.

Il personale non di ruolo del Ministero delle finanze che abbia già compiuto i periodi di servizio prescritti dall'articolo 25, comma sesto, della legge 28 ottobre 1970, n. 775, per ottenere il collocamento nei ruoli organici ai sensi dell'articolo 2 della legge 4 febbraio 1966, n. 32, e che non abbia prodotto la relativa domanda nei termini previsti, può chiedere detto collocamento entro due mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge.

Il personale estraneo all'Amministrazione finanziaria, retribuito su fondi stanziati per il servizio delle repressioni frodi nel settore dei prodotti alimentari, che abbia prestato servizio, successivamente al 1° gennaio 1971, per un periodo complessivo di almeno sei mesi, che risulti in servizio, alla data di entrata in vigore della presente legge, presso il Laboratorio chimico centrale delle dogane e imposte indirette e che sia in possesso di tutti i requisiti richiesti per l'ammissione all'impiego, ad eccezione del limite d'età e del titolo di studio, è inquadrato con la qualifica di diurnista di terza categoria nell'amministrazione periferica delle dogane ed imposte indirette. Agli stessi si applica il disposto dell'articolo 2 della legge 4 febbraio 1966, n. 32.

A decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge, è vietata l'assunzione di personale sotto qualsiasi forma per il servizio di cui al precedente comma.

Per il periodo di tempo indicato al primo comma non si applicano gli articoli 21 e 27 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Art. 15.

Il Ministro per le finanze, con propri decreti, determinerà, anche in deroga a vigenti disposizioni, le funzioni da esplicarsi dal personale iscritto nel quadro di cui all'articolo 8 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 649, nell'ambito dell'Amministrazione delle finanze; potranno essere assegnati a funzioni delle carriere direttive, escluse le qualifiche dirigenziali, o di concetto coloro che siano in possesso del titolo di studio prescritto per tali carriere o che abbiano esercitato, negli uffici di provenienza, mansioni di impiegato direttivo o di concetto. Fino a quando non siano emanati i predetti decreti, si applicano le disposizioni di cui ai commi successivi.

Il personale delle abolite imposte comunali di consumo di cui al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 649, in servizio presso gli uffici della amministrazione periferica delle tasse ed imposte indirette sugli affari, può essere assegnato al servizio autonomo di cassa negli uffici medesimi con le modalità previste dagli articoli 10 e 11 del decreto del Presidente della Repubblica 14 ottobre 1958, n. 1054.

Gli impiegati di cui al precedente comma, assegnati al servizio autonomo di cassa, esplicano i compiti previsti dall'articolo 2 della legge 15 maggio 1954, n. 270, e sono responsabili, nello svolgimento delle loro mansioni, di ogni danno derivante dal maneggio del denaro ed in genere dall'inadempimento o dal manchevole adempimento dei loro obblighi.

Il personale di cui al presente articolo in servizio presso gli uffici dell'amministrazione periferica delle dogane e delle imposte indirette, può essere assegnato a svolgere i compiti di istituto degli uffici stessi assumendone le relative responsabilità.

Le funzioni di segretario di cui all'articolo 13, primo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 636, possono essere espletate anche dal personale di cui al decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 649, in possesso di titolo di studio di scuola media secondaria di secondo grado o che, in relazione alla qualifica posseduta, abbiano svolto negli uffici di provenienza mansioni di impiegato direttivo o di concetto.

Art. 16.

Il secondo comma dell'articolo 18 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 649, è sostituito dal seguente:

« A tal fine, a detto personale è riconosciuto il diritto alla riserva di un quinto dei posti di impiego messi a concorso dai singoli Ministeri nelle carriere amministrative ».

Art. 17.

Le spese per gli adempimenti previsti dal precedente articolo 6 e quelle, comunque, necessarie per l'espletamento dei concorsi di cui alla presente legge, ivi compresi i compensi ai componenti delle commissioni, sono a carico, per l'anno 1975, del capitolo 1104 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze e dei corrispondenti capitoli degli stati di previsione della spesa per i successivi esercizi. Le spese per i corsi di formazione e di addestramento previsti dall'articolo 11, quinto comma, della presente legge, sono a carico, per l'anno 1975, del capitolo 1105 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze e dei corrispondenti capitoli degli stati di previsione della spesa per gli anni successivi. A tali fini, lo stanziamento previsto dall'ottavo comma dell'articolo 17 della legge 9 ottobre 1971, n. 825, è disposto anche per gli esercizi finanziari successivi a quello in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 18.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccota ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 4 agosto 1975

LEONE

MORO — VISENTINI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

TABELLA *A*

AUMENTI ALLE DOTAZIONI ORGANICHE DEL PERSONALE DI MECCANOGRAFIA E DEL PERSONALE PER I SERVIZI MECCANOGRAFICI DELL'AMMINISTRAZIONE FINANZIARIA.

Carriera	RUOLO	Posti in aumento
Direttiva	del personale per i servizi meccanografici:	
	a) qualifiche dirigenziali . . .	7
	b) altre qualifiche	19
Concetto	del personale per i servizi meccanografici	200
Esecutiva	del personale di meccanografia dell'amministrazione periferica del catasto e dei servizi tecnici erariali	400
Esecutiva	del personale di meccanografia dell'amministrazione periferica delle imposte dirette	3.170
Esecutiva	del personale per i servizi meccanografici	140
Esecutiva	del personale di meccanografia dell'amministrazione periferica delle tasse ed imposte indirette sugli affari - uffici del registro ed uffici IVA	2.600

TABELLA *B*

QUADRO M/1 — DIRIGENTI DEGLI UFFICI MECCANOGRAFICI

Livello di funzione	Qualifica	Posti di qualifica	Funzione	Posti di funzione
D	Dirigente superiore	4	Consigliere ministeriale aggiunto	2
			Ispettore generale	
			Direttore dell'ufficio tecnico centrale	1
			Direttore del Centro nazionale di elaborazione dei dati per l'anagrafe tributaria	1
E	Primo dirigente	6	Vice consigliere ministeriale	1
			Ispettore capo	4
			Direttore di settore operativo	
			Vice direttore del Centro nazionale di elaborazione dei dati per l'anagrafe tributaria	1
		10		

TABELLA *C*

CARRIERA DI CONCETTO DELL'AMMINISTRAZIONE PERIFERICA DELLE DOGANE E DELLE IMPOSTE INDIRETTE

Ruolo del personale di meccanografia

Parametri	Qualifiche	Numero dei posti
370	Perito meccanografo superiore	3
302 260	Perito meccanografo principale	14
227 188 160	Perito meccanografo	13
	Totale	30

CARRIERA ESECUTIVA DELLE DOGANE E DELLE IMPOSTE INDIRETTE

Ruolo del personale di meccanografia

Parametri	Qualifiche	Numero dei posti
245	Coadiutore meccanografo superiore	30
218 188 168 143 128	Coadiutore meccanografo	270
	Totale	300

RUOLO DEL PERSONALE OPERAIO PER I SERVIZI MECCANOGRAFICI

Parametri	Qualifiche	Numero dei posti
153 133 115	Operaio comune	110

TABELLA *D*

TABELLA VI - QUADRO H — DIRIGENTI DELLE IMPOSTE DIRETTE

Livello di funzione	Qualifica	Posti di qualifica	Funzione	Posti di funzione
D	Dirigente superiore	23	Capo compartimento	21
			Ispettore generale	2
E	Primo dirigente	165	Direttore di ufficio imposte nelle sedi più importanti e ispettore capo	165
		188		

TABELLA B

QUADRO L — DIRIGENTI DEGLI UFFICI DELLE TASSE E IMPOSTE INDIRETTE SUGLI AFFARI

Livello di funzione	Qualifica	Posti di qualifica	Funzione	Posti di funzione
D	Dirigente superiore	25	Capo compartimento	21
			Ispettore generale	4
E	Primo dirigente	162	Direttore di ufficio IVA e registro nelle sedi più importanti e ispettore capo	162
		187		

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 28 aprile 1975.

Riconoscimento della denominazione di origine controllata dei vini « Donnici » ed approvazione del relativo disciplinare di produzione.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 3 febbraio 1963, n. 116;

Visto il proprio decreto 12 luglio 1963, n. 930, contenente norme per la tutela delle denominazioni di origine dei vini;

Vista la domanda presentata dagli interessati, a termini dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica sopra citato, intesa ad ottenere il riconoscimento della denominazione di origine controllata « Donnici », corredata dal parere del comitato regionale dell'agricoltura per la Calabria;

Visti il parere favorevole del Comitato nazionale per la tutela delle denominazioni di origine dei vini e la proposta del disciplinare di produzione dei vini « Donnici » formulata dal comitato stesso e pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 6 aprile 1974, n. 92;

Sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato;

Decreta:

Art. 1.

E' riconosciuta la denominazione di origine controllata « Donnici » ed è approvato, nel testo annesso, vistato dai Ministri proponenti, il relativo disciplinare di produzione.

Tale denominazione è riservata ai vini che rispondono alle condizioni ed ai requisiti stabiliti nel predetto disciplinare di produzione, le cui norme entrano in vigore il 1° novembre 1975.

Art. 2.

I conduttori che intendono porre in commercio il proprio prodotto, a cominciare da quello proveniente dalla vendemmia 1975, con la denominazione di origine controllata « Donnici » sono tenuti ad effettuare la denuncia dei rispettivi terreni vitati, ai sensi e per gli effetti dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1967, n. 506, recante norme relative all'albo dei vigneti e alla denuncia delle uve, entro sei mesi dalla data di pubblicazione del presente decreto, con l'osservanza delle modalità e formalità all'uopo previste da decreto del Presidente della Repubblica sopra citato.

Art. 3.

In deroga a quanto previsto nell'art. 2 dell'unito disciplinare, e fino al compimento di tre annate agrarie a decorrere da quella dell'entrata in vigore del disciplinare medesimo, possono essere iscritti, a titolo transitorio, nell'albo previsto dall'art. 10 del decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1963, n. 930, i vigneti in cui siano presenti anche viti di vitigni diversi da quelli indicati nel suddetto art. 2, purchè esse non superino il 15 % del totale delle viti dei vitigni previsti per la produzione dei vini « Donnici ».

Allo scadere del suddetto periodo di tolleranza i vigneti di cui ai precedenti comma saranno cancellati d'ufficio dal rispettivo albo, qualora i conduttori interessati non abbiano provveduto ad apportare a detti vigneti le modifiche necessarie per uniformare la loro composizione alle disposizioni di cui all'art. 2 dell'unito disciplinare di produzione, dandone comunicazione al competente ispettorato provinciale dell'agricoltura.

Il predetto ispettorato, compiuti i necessari accertamenti, provvede a segnalare alla locale camera di commercio le variazioni apportate ai vigneti, ai fini delle annotazioni nel rispettivo albo.

Art. 4.

Ai vini « Donnici » che alla data di entrata in vigore dell'unito disciplinare trovansi già confezionati o in corso di confezionamento in bottiglie o altri recipienti di capacità non superiore a cinque litri, è concesso, dalla predetta data un periodo di smaltimento:

di 12 mesi per il prodotto giacente presso ditte produttrici o imbottigliatrici;

di 24 mesi per il prodotto giacente presso ditte diverse da quelle di cui sopra;

di 36 mesi per il prodotto presso il commercio al dettaglio o presso esercizi pubblici.

Trascorsi i termini sopra indicati, le eventuali rimanenze di prodotto confezionato nei recipienti di cui sopra possono essere commercializzate fino ad esaurimento a condizione che, entro quindici giorni dalla scadenza dei termini sopra stabiliti, siano denunciate agli istituti di vigilanza del Ministero dell'agricoltura e delle foreste per la repressione delle frodi, competente per territorio, e che sui recipienti sia apposta, a cura degli istituti stessi la stampigliatura: « Vendita autorizzata fino ad esaurimento ».

Per il prodotto sfuso, cioè commercializzato in recipienti diversi da quelli previsti dal primo comma, il periodo di smaltimento è ridotto a sei mesi. Tale termine è elevato a dodici mesi per le eventuali rimanenze di prodotto destinato ad essere esportato allo stato sfuso e per quelle che i produttori intendono cedere a terzi per l'imbottigliamento. In tal caso devono essere denunciate ai competenti istituti di vigilanza per la repressione delle frodi del Ministero dell'agricoltura e delle foreste entro quindici giorni dalla scadenza del termine di sei mesi. All'atto della cessione, le rimanenze di prodotto di cui trattasi devono essere accompagnate da un attestato del venditore, convalidato dallo stesso istituto di vigilanza che ha ricevuto la denuncia, in cui devono essere indicati la destinazione del prodotto, nonchè gli estremi della relativa denuncia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 28 aprile 1975

LEONE

MARCORA — DONAT-CATTIN

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *luglio* 1975
Registro n. 12 *Agricoltura, foglio n.* 184

DISCIPLINARE DI PRODUZIONE DEL VINO « DONNICI »

Art. 1.

La denominazione di origine controllata « Donnici » è riservata al vino rosso o rosato che risponde alle condizioni ed ai requisiti stabiliti dal presente disciplinare di produzione.

Art. 2.

Il vino « Donnici » deve essere ottenuto dalle uve provenienti dai vigneti composti dai seguenti vitigni nella percentuale appresso indicata:

Gaglioppo (localmente noto come Mantonico nero) in misura non inferiore al 50 per cento;

Greco nero dal 10 al 20 per cento;

Malvasia bianca, Mantonico bianco e Pecorello, da soli o congiuntamente, in misura non inferiore al 20 per cento.

Art. 3.

Le uve devono essere prodotte nella zona di produzione che comprende in parte il territorio dei comuni di: Cosenza, Piane Crati, Paternò Calabro, Figline Vegliaturo, Aprigliano, Pietrafitta, Dipignano, Mangone, Pedace e Cellara.

Tale zona è così delimitata:

a nord, partendo dal centro abitato di Cosenza, il limite segue in direzione est la strada per Ponte Curcio e da qui, verso sud, per il confine comunale di Cosenza raggiunge la quota 360 in località Vallanesi. Da quota 360 segue una linea retta verso est sino ad incontrare la quota 598 sulla strada per Tessano e quindi lungo quest'ultima raggiunge Capocasale del quale costeggia il centro abitato fino ad incontrare la strada per Torre Caruso in prossimità della quota 716, prosegue lungo questa verso sud per circa 500 metri ed al tornante segue una linea retta immaginaria in direzione sud sino ad incrociare il confine comunale di Paternò Calabro in località Vallone Trinefrio, lungo tale confine comunale, in direzione nord, incrocia quindi la strada per Paternò Calabro raggiungendo poi la sede comunale di Casal Basso da dove prende il sentiero che, in direzione sud, raggiunge il torrente Iassa.

Segue il torrente Iassa verso nord, sino in prossimità della quota 471 ed alla confluenza con il corso d'acqua che discende dalla località Pugliano (V.ne di Rospo); risale quest'ultimo verso sud-est fino alla località Curso dove, all'altezza di Torre Grande, prende il sentiero che in direzione sud-ovest raggiunge la strada per Torre Timparello in prossimità della quota 652. Segue quindi la strada per Torre Timparello (quota 646) e da qui verso sud quella per Torre Chiavico. Superata quest'ultima, prosegue per il sentiero che, in direzione sud, raggiunge il confine comunale di S. Stefano di Rogliano (quota 614). Segue tale confine comunale verso sud fino all'altezza di Villa Giannone e quindi, verso est, la strada che passa per la quota 628 fino a raggiungere la strada statale delle Calabrie in prossimità del km 289,300, l'attraversa e prosegue sulla strada che verso est raggiunge la quota 641. Da quota 641 segue il sentiero che in direzione nord raggiunge la strada per Cellara (quota 649) e quindi lungo quest'ultima supera Cellara ed in prossimità del km 4 incrocia il confine comunale di Figline Vegliaturo; segue tale confine in direzione est prima e poi nord passando per le quote 854 e 863, superata quest'ultima, prende il sentiero che, in direzione nord-ovest, passa per la quota 797 e raggiunge quota 662. Da quota 662 segue una retta spezzata in direzione nord-ovest passando per le quote 635 e 497 fino a raggiungere la strada statale 178 in prossimità dell'Oratorio, prosegue quindi verso Vico Petrone, supera il centro abitato di Aprigliano ed in prossimità di Grupa (quota 730) segue la strada per Pietrafitta fino a raggiungere il centro abitato di Pedace, da qui prosegue per un breve tratto, verso nord, per la strada che porta a Spezzano Piccolo sino ad incrociare il confine comunale di Pedace. Segue tale confine verso ovest fino in prossimità della stazione ferroviaria di Pedace e quindi risale in direzione nord-ovest il T. Cardone sino ad incrociare la strada per Cosenza in prossimità della quota 311, prosegue sulla medesima in direzione ovest sino ad incontrare la strada Magli-Cosenza, quindi prosegue lungo quest'ultima verso ovest fino a quota 301 (km 1,600) dove piega per il sentiero che in direzione nord raggiunge il confine di Cosenza, segue questo in direzione nord, passando ad est della località Serra, fino ad incrociare la strada statale 107 in prossimità del km 48,2, per tale strada verso Cosenza, raggiunge il centro abitato lo attraversa ed al Ponte Curcio chiude la delimitazione.

Art. 4.

Le condizioni ambientali e di coltura dei vigneti destinati alla produzione del vino a denominazione di origine controllata di cui all'art. 1 devono essere quelle tradizionali della zona di produzione e comunque devono essere atte a conferire alle uve ed al vino derivato le specifiche caratteristiche di qualità.

I sesti di impianto, le forme di allevamento ed i sistemi di potatura devono essere quelli generalmente usati o comunque atti a non modificare le caratteriche dell'uva e del vino.

La resa massima di uva ammessa alla produzione del vino di cui all'art. 1 non deve essere superiore a quintali 120 per ettaro di vigneto in coltura specializzata. A detto limite anche in annate eccezionalmente favorevoli, la resa dovrà essere riportata attraverso una accurata cernita delle uve, purchè la produzione non superi del 20 % il limite massimo.

La resa massima dell'uva in vino non deve essere superiore al 70 per cento.

Art. 5.

Le operazioni di vinificazione devono essere effettuate nell'interno della zona di produzione di cui all'art. 3. Tuttavia, tenuto conto delle situazioni tradizionali, è consentito che tali operazioni siano effettuate nell'intero territorio dei comuni anche se soltanto in parte compresi nella zona.

Le uve destinate alla vinificazione devono assicurare una gradazione alcoolica minima complessiva naturale di 11,5.

Nella vinificazione sono ammesse soltanto le pratiche enologiche leali e costanti, atte a conferire al vino le sue peculiari caratteristiche.

Art. 6.

Il vino « Donnici » all'atto dell'immissione al consumo deve rispondere alle seguenti caratteristiche:

colore: dal rosso rubino al rosso cerasuolo più o meno intenso;
odore: gradevolmente vinoso;
sapore: asciutto armonico;
gradazione alcoolica minima complessiva: 12;
acidità totale minima: 5 per mille;
estratto secco netto minimo: 20 per mille.

E' facoltà del Ministro per l'agricoltura e le foreste modificare con proprio decreto, i limiti minimi sopra indicati per l'acidità e per l'estratto secco netto.

Art. 7.

Alla denominazione di cui all'art. 1 è vietata l'aggiunta di qualsiasi qualificazione aggiuntiva, ivi compresi gli aggettivi « superiore », « extra », « fine », « scelto », « selezionato » e similari.

E' tuttavia consentito l'uso di indicazioni che facciano riferimento a nomi, ragioni sociali, marchi privati non aventi significato laudativo e non idonei a trarre in inganno l'acquirente.

E' vietato altresì l'uso di indicazioni geografiche e toponomastiche che facciano riferimento a comuni, frazioni, aree, fattorie e località, comprese nella zona delimitata nel precedente art. 3 e dalle quali effettivamente provengono le uve da cui il vino così qualificato è stato ottenuto.

Sulle bottiglie ed altri recipienti, contenenti il vino « Donnici » di cui al presente disciplinare, può figurare l'indicazione dell'annata di produzione purchè veritiera e documentabile.

Art. 8.

Chiunque produce, vende, pone in vendita o comunque distribuisce per il consumo con la denominazione di origine controllata « Donnici » vini che non rispondono alle condizioni ed ai requisiti stabiliti dal presente disciplinare, è punito a norma dell'art. 28 del decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1963, n. 930.

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
MARCORA

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DONAT-CATTIN

(6994)

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1975.

Dichiarazione della condizione di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale della S.a.s. « Arco Montecatini », in Montecatini Terme, stabilimento di Massa e Cozzile.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
I MINISTRI PER IL BILANCIO E LA PROGRAMMAZIONE ECONOMICA, PER IL TESORO E PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto l'art. 2 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, concernente l'intervento straordinario della cassa per l integrazione dei guadagni degli operai dell'industria;

Visto l'art. 1 della legge 8 agosto 1972, n. 464;

Considerato che la S.a.s. « Arco Montecatini » con sede legale in Montecatini Terme, stabilimento di Massa e Cozzile (Pistoia), ha in corso operazioni di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale per cui i lavoratori dipendenti sono sospesi dal lavoro o lavoranti ad orario ridotto;

Ritenuta la necessità di provvedere alla corresponsione del particolare trattamento di integrazione salariale in favore dei lavoratori di cui trattasi;

Sentite le organizzazioni sindacali interessate;

Udito il parere dell'ufficio regionale del lavoro di Firenze;

Decreta:

E' dichiarata la sussistenza della condizione di ristrutturazione e riorganizzazione aziendale della S.a.s. « Arco Montecatini » con sede legale in Montecatini Terme, stabilimento di Massa e Cozzile (Pistoia).

Il presente decreto ha effetto a decorrere dal 21 marzo 1975 e sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 giugno 1975

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
TOROS

Il Ministro per il bilancio e la programmazione economica
ANDREOTTI

p. *Il Ministro per il tesoro*
MAZZARINO

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DONAT-CATTIN

(7185)

DECRETO MINISTERIALE 16 giugno 1975.

Ricostituzione della commissione consultiva per la prevenzione degli infortuni e l'igiene del lavoro.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 393 del decreto del Presidente della Repubblica 27 aprile 1955, n. 547, che istituisce la commissione consultiva permanente per la prevenzione degli infortuni e per l'igiene del lavoro;

Visto l'art. 34 della legge 26 aprile 1974, n. 191, concernente la prevenzione degli infortuni sul lavoro nei servizi e negli impianti gestiti dall'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato;

Visto il proprio decreto 15 giugno 1970 concernente la ricostituzione della commissione predetta per un triennio;

Considerato che il citato art. 393 prevede che della commissione predetta debbono far parte, tra l'altro, tre esperti scelti su designazione delle organizzazioni sindacali dei datori di lavoro e dei lavoratori a carattere nazionale;

Viste le risultanze degli atti istruttori per la individuazione delle organizzazioni sindacali a carattere nazionale dei datori di lavoro e dei lavoratori, ai sensi e per gli effetti del citato art. 393;

Ravvisata la necessità di ricostituire la commissione per un ulteriore triennio, attesa l'avvenuta decorrenza dei termini di nomina della precitata commissione;

Viste le designazioni delle amministrazioni dello Stato, nonché quelle degli enti e delle organizzazioni sindacali interessate.

Decreta:

Art. 1.

La commissione consultiva permanente per la prevenzione degli infortuni e per l'igiene del lavoro è ricostituita per un triennio;

Art. 2.

La commissione di cui al precedente art. 1, presieduta dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, è composta da:

Tavernini dott. Ugo, direttore generale dei rapporti di lavoro;

Passacantilli dott. Secondo, Ricciardi Tenore dottor Nicola, Speziale ing. Luigi e Calderini ing. Italo, membri effettivi; Giffuni dott. Gennaro, Carapella dottoressa Carolina, Laureati ing. Gianfranco e Ercoli ing. Alberto, membri supplenti, designati dal Ministero del lavoro e della previdenza sociale;

Razzano ing. Salvatore e Terrana dott. Carmelo, membri effettivi; Abate ing. Fausto e De Rinaldis dottor Giuseppe, membri supplenti, designati dal Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato;

Luzzi ing. Alberto, membro effettivo e Mizzoni ingegner Pietro, membro supplente, designati dal Ministero delle finanze;

Giomi ing. Alessandro, membro effettivo e Arrigo ing. Mario, membro supplente, designati dal Ministero dell'interno;

Pucci dott. Vincenzo, membro effettivo e Lo Cascio dott. Nicola, membro supplente, designati dal Ministero dei lavori pubblici;

Radicioni dott. Alfredo, membro effettivo e De Pace dott. Michele, membro supplente, designati dal Ministero dell'agricoltura e foreste;

D'Andrea prof.ssa Rosa e Prozzo dott. Ennio, membri effettivi; Colombini prof. Marino e Sarti dott. Nicola, membri supplenti, designati dal Ministero della sanità;

Chiavarino dott. Luigi, membro effettivo e Bonaccini dott. Mario, membro supplente, designati dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri;

Melino prof. Carmine, Brancaccio dott. Raffaele e Varano dott. Domenico, membri effettivi; Struglia dott. Luigi, Paoli dott. Guido Pietro e Benedetti Michelangeli dott. Lucio, membri supplenti, designati dal Ministero dei trasporti;

Furlani prof. Claudio, membro effettivo e Misiti prof. Raffaele, membro supplente, designati dal Consiglio Nazionale delle Ricerche;

D'Agostini ing. Arnaldo, membro effettivo e Follari ing. Placido, membro supplente, designati dall'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro;

Maggio prof. Mario e Vignudelli ing. Flavio, membri effettivi; Tanzarella ing. Giusepp e Provasi ingegner Emilio, membri supplenti, designati dall'Ente nazionale per la prevenzione degli infortuni;

Masini dott. Leonardo, Sorace avv. Rocco e Chiselli dott. Adolfo, membri effettivi; Finzi dott. Claudio, Scarsini ing. Gaetano e Gaetani dott. Andreotto, membri supplenti, designati dalle organizzazioni sindacali dei datori di lavoro;

Marri Gastone, Monticelli Walter e Tamagnone Giovanni, membri effettivi; Pietrantonio Federico, Tiziano Toni e Bruni Bruno, membri supplenti, designati dalle organizzazioni sindacali dei lavoratori;

Ferrario p.i. Mario, membro effettivo e Calvanese dott. Carlo, membro supplente, designati dalla Confederazione italiana dei dirigenti di azienda.

Art. 3.

L'ing. Antonio Martuscelli e la dott.ssa Maria Luisa Puglisi sono nominati segretari della commissione.

Art. 4.

La spesa prevista per il 1975 in L. 4.000.000 graverà sul cap. 1093 del bilancio dello stesso esercizio finanziario.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 giugno 1975

Il Ministro: Toros

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *luglio* 1975
Registro n. 6 *Lavoro, foglio n.* 32

(6998)

DECRETO MINISTERIALE 24 luglio 1975.

Modificazioni ed integrazioni al perimetro del bacino imbrifero montano del fiume Taloro.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici, approvato con regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775;

Viste le leggi 27 dicembre 1953, n. 959 e 30 dicembre 1959, n. 1254;

Visto il decreto ministeriale 14 dicembre 1954, numero 7034, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 6 del 10 gennaio 1955, con il quale è stato delimitato, in applicazione della citata legge 27 dicembre 1953, n. 959, il perimetro del bacino imbrifero montano del Taloro;

Considerato che la suprema Corte di cassazione, sezioni unite civili, con la sentenza n. 215 dell'11 novembre 1965, 15 gennaio 1966 e con numerose altre della stessa data e successive, ha respinto i ricorsi proposti nell'interesse di questo Ministero avverso sentenze pronunziate dal tribunale superiore delle acque pubbliche, confermando, di conseguenza, tali sentenze, con le quali era stato affermato che non fossero conformi a legge le perimetrazioni dei bacini imbriferi montani, effettuate non esclusivamente sulla base di criteri tecnici, sibbene tenendosi conto anche di criteri teleologici, di per se implicanti un discrezionale apprezzamento dell'interesse pubblico;

Ritenuto che, sulla base dei principi di carattere generale affermati dalla suprema Corte di cassazione, è apparso necessario procedere al riesame della perimetrazione a suo tempo operata del bacino imbrifero montano del Taloro;

Visto il voto n. 517, reso nell'assemblea generale del Consiglio superiore dei lavori pubblici nell'adunanza del 17 gennaio 1975;

Visti i rapporti 14 maggio 1975 n. 487/568 e 6 giugno 1975 n. 602/620 della sezione autonoma del genio civile per il servizio idrografico di Cagliari;
Sentito il Ministro per l'agricoltura e le foreste;

Decreta:

Art. 1.

Il decreto ministeriale 14 dicembre 1954, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 6 del 10 gennaio 1955, è modificato, ai sensi e per gli effetti di cui alle leggi 27 dicembre 1953, n. 959 e 30 dicembre 1959, n. 1254, nel senso che il bacino imbrifero montano del Taloro viene delimitato come indicato nella corografia 1:100.000 vistata in data 17 gennaio 1975 dal Consiglio superiore dei lavori pubblici e che fa parte integrante del presente decreto.

Art. 2.

I comuni compresi in tutto o in parte nel bacino imbrifero montano del Taloro ai sensi del secondo comma dell'art. 1 della predetta legge 27 dicembre 1953, n. 959, o rivieraschi ai sensi del quinto comma del medesimo art. 1 sono i seguenti:

A) *Provincia di Nuoro*:

Olzai, Ollolai, Mamoiada, Gavoi, Orgosolo, Fonni, Desulo, Tonara, Tiana, Ovodda, Teti, Austis;

B) *Provincia di Cagliari*:

Neoneli, Nughedu Santa Vittoria.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, e la corografia, che ne fa parte integrante, rimane visibile presso questo Ministero - Direzione generale delle acque e degli impianti elettrici, e presso la sezione autonoma del genio civile per il servizio idrografico di Cagliari.

Roma, addì 24 luglio 1975

p. *Il Ministro*: ARNAUD

(6796)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1975.

Ampliamento delle categorie di atti e documenti ammessi al pagamento dell'imposta di bollo in modo virtuale.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 15 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 642, concernente la nuova disciplina dell'imposta di bollo;
Vista la tariffa, allegato *A*, parte prima, annessa al predetto decreto presidenziale, nella quale sono indicati gli atti e i documenti soggetti all'imposta di bollo fin dall'origine;
Visto il proprio decreto n. 415606 in data 7 giugno 1973 con il quale sono state determinate le categorie degli atti e documenti per i quali, su richiesta degli interessati, può essere consentito che il pagamento dell'imposta di bollo venga effettuato in modo virtuale anzichè in modo ordinario o straordinario come previsto dalla citata tariffa;
Ritenuta la necessità di ammettere al pagamento in modo virtuale altre categorie di atti e documenti;

Decreta:

Art. 1.

Dopo il primo comma dell'art. 1 del decreto ministeriale n. 415606 in data 7 giugno 1973 è inserito il seguente periodo: « art. 1 - Atti di protesto redatti dagli ufficiali giudiziari ».

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 luglio 1975

Il Ministro: VISENTINI

(7093)

DECRETO MINISTERIALE 25 luglio 1975.

Rettifica del decreto ministeriale 20 marzo 1975 concernente integrazione del collegio dei revisori dei conti dell'ente autonomo « Mostra delle conserve alimentari », in Parma.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;
Visti il regio decreto 15 maggio 1939, n. 773, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Mostra delle conserve alimentari », con sede in Parma, ed il decreto del Presidente della Repubblica 19 settembre 1974, n. 581, che ne ha approvato il vigente statuto;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 15 gennaio 1972, n. 7, concernente il trasferimento alle regioni a statuto ordinario delle funzioni amministrative statali in materia di fiere e di mercati;
Considerato che l'ente sopraindicato organizza periodicamente manifestazioni fieristiche internazionali;
Visti i propri decreti 3 marzo 1973, riguardante la nomina, per un triennio, del collegio dei revisori dei conti del predetto ente e 20 marzo 1975, con il quale il collegio stesso è stato integrato con il rappresentante della regione Emilia-Romagna rag. Giancarlo Carrà;
Vista la delibera n. 1347 in data 2 maggio 1975 della giunta regionale della regione Emilia-Romagna, con la quale viene modificata la precedente delibera n. 3531 del 17 dicembre 1974 nella parte relativa al nominativo del rappresentante della regione predetta che deve intendersi il rag. Gianfranco Carrà e non Giancarlo Carrà come erroneamente indicato nella citata delibera numero 3531 e come nominato con il decreto ministeriale 20 marzo 1975;
Ritenuta, pertanto, la necessità di modificare il decreto ministeriale 20 marzo 1975 soprarichiamato;

Decreta:

Il decreto ministeriale 20 marzo 1975 indicato nelle premesse è così modificato:

« Il collegio dei revisori dei conti dell'ente autonomo "Mostra delle conserve alimentari", con sede in Parma, è integrato con il rag. Gianfranco Carrà, in rappresentanza della regione Emilia-Romagna ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 luglio 1975

Il Ministro: DONAT-CATTIN

(6794)

DECRETO MINISTERIALE 28 luglio 1975.

Sostituzione di un componente la commissione per il riordinamento delle partecipazioni statali.

IL MINISTRO PER LE PARTECIPAZIONI STATALI

Visto il proprio decreto in data 23 giugno 1975, con il quale è stata costituita la commissione per il riordinamento delle partecipazioni statali;

Considerato che il dott. Antonino De Stefano, membro della predetta commissione, ha rassegnato le dimissioni dall'incarico in quanto nominato giudice costituzionale;

Ritenuta la opportunità di sostituire il dott. De Stefano con il dott. Ettore Costa, presidente di sezione della Corte dei conti, all'uopo designato dal presidente della stessa Corte con nota n. 7429/21 del 25 luglio 1975;

Decreta:

Il dott. Ettore Costa, presidente di sezione della Corte dei conti, è chiamato a far parte della commissione per il riordinamento delle partecipazioni statali in sostituzione del dott. Antonino De Stefano, dimissionario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 28 luglio 1975

Il Ministro: BISAGLIA

(6795)

DECRETO MINISTERIALE 29 luglio 1975.

Inclusione del cianuro di zinco nell'elenco approvato con decreto ministeriale 6 febbraio 1935, agli effetti del regolamento speciale per l'impiego dei gas tossici, approvato con regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il regolamento speciale per l'impiego dei gas tossici approvato con regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147;

Vista la domanda datata 30 gennaio 1974 dell'Industria napoletana costruzione autoveicoli Alfa Romeo - Alfa Sud S.p.a., con sede in Napoli, via Medina n. 40, con la quale si chiede il riconoscimento del cianuro di zinco, quale gas tossico;

Ritenuto che detta sostanza per le sue caratteristiche chimiche, fisiche e tossicologiche, debba essere considerata gas tossico, ai fini e agli effetti del regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147, regolamento speciale concernente l'impiego dei gas tossici;

Visto l'art. 2 del regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147;

Visto l'art. 68 del regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147;

Visto il proprio decreto del 21 luglio 1965 concernente il riconoscimento ufficiale come gas tossici del cianuro di bario, di argento, di cadmio e di rame;

Visto il parere dell'Istituto superiore di sanità;

Sentito il parere del Consiglio superiore di sanità nella seduta del 23 aprile 1975;

Decreta:

Art. 1.

La sostanza denominata « cianuro di zinco » è riconosciuta ufficialmente come gas tossico agli effetti del regolamento speciale per l'impiego dei gas tossici approvato con regio decreto 9 gennaio 1927, n. 147.

Art. 2.

La voce « cianuri alcalini di potassio e di sodio, cianuro di calcio da solo o mescolato con altre sostanze, cianuri di bario, d'argento, di cadmio e di rame » di cui al decreto ministeriale del 21 luglio 1965, è modificata come segue: « cianuri alcalini di potassio e di sodio, cianuro di calcio da solo o mescolato con altre sostanze, cianuri di bario, d'argento, di cadmio, di rame e di zinco ».

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 29 luglio 1975

Il Ministro: GULLOTTI

(7043)

DECRETO MINISTERIALE 7 agosto 1975.

Determinazione delle quote di base per lo zucchero di cui al regolamento (CEE) n. 3330/74 del 19 dicembre 1974.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il decreto 28 febbraio 1975, relativo alla determinazione delle quote di base per lo zucchero di cui al regolamento (CEE) n. 3330/74 del 19 dicembre 1974;

Vista l'ordinanza 7 luglio 1975 di sospensione dell'esecuzione di detto decreto emessa dal tribunale amministrativo regionale del Lazio, in accoglimento della domanda presentata dall'impresa saccarifera Zuccherificio di Avezzano S.p.a. contestualmente al ricorso prodotto allo stesso tribunale per l'annullamento del decreto;

Considerato che a seguito della predetta ordinanza di sospensione è venuta a determinarsi una situazione di carenza normativa destinata a perdurare fino alla conclusione dell'iter giurisdizionale amministrativo del ricorso suddetto;

Attesa l'urgenza di provvedere, dato l'avvenuto avvio della campagna saccarifera, nel modo più opportuno per evitare il predetto vuoto normativo gravemente pregiudizievole per i produttori di bietole e di zucchero e per l'economia dell'intero settore;

Ravvisata la necessità di colmare la citata carenza con l'emanazione di un provvedimento che, nelle more della definizione del ricorso, assegni alle imprese saccarifere, in via provvisoria, per la campagna 1975-76, le quote determinate sulla base delle norme comunitarie ed in particolare dell'art. 24, paragrafo 2, del regolamento n. 3330/74;

Ritenuta l'esigenza di prevenire gli effetti pregiudizievoli che potrebbero derivare, dal superamento della quota di produzione di cui al regolamento (CEE) n. 3330/74 del 19 dicembre 1974, alla corresponsione degli aiuti nazionali per l'intero raccolto di barbabietole del 1975; e ritenuta conseguentemente la necessità di limitare la dezuccherazione del melasso il cui prodotto, ai fini della gestione della quota è equiparato allo zucchero da barbabietola;

Decreta:

Art. 1.

Alle seguenti imprese sono attribuite, per la campagna saccarifera 1975/76, per le ragioni esposte in premessa, le quote di base qui di seguito precisate:

Eridania zuccherifici nazionali S.p.a., Genova	4.032.242
Società italiana per l'industria degli zuccheri, Roma	2.138.700
Società generale di zuccherifici S.A., Bruxelles	502.643
Società Cavarzere produzioni industriali S.p.a., Cavarzere (Venezia)	1.211.684
Romana zucchero S.p.a., Genova	685.849
A.I.E. Società industriale emiliana, Bologna	337.263
Società fondiaria industriale romagnola S.F.I.R. S.p.a., Bologna	324.306
Zuccherificio e raffineria di Mizzana S.p.a., Bologna	230.412
Sermide S.p.a., Genova	289.468
Sadam S.p.a., Bologna	570.194
Cooperativa produttori agricoli - Co. Pro.A. - Società cooperativa a r.l., Ostellato (Ferrara)	295.000
Cooperativa produttori bieticoli - Co. Pro.B. - Società a r.l., Minerbio (Bologna)	256.839
Saccarifera Abruzzo e Molise S.p.a., Avezzano (L'Aquila)	247.303
Zuccherificio del Molise S.p.a., Termoli (Campobasso)	156.710
Zuccherificio di Avezzano S.p.a., Roma	227.374
Società generale delle conserve alimentari « Cirio » S.p.a., S. Giovanni a Teduccio (Napoli)	90.611
Zuccherificio castiglionese S.p.a., Roma	250.000
Società anonima distilleria agricola - S.A.D.A., Bologna	125.000
Società zuccherifici meridionali S.p.a., Policoro (Matera)	166.525
Compagnia industrie saccarifere S. Eufemia Lamezia - C.I.S.S.E.L., Roma	161.877

Le quote di cui al precedente comma sono comprensive dello zucchero producibile dalla lavorazione del melasso.

Ai fini della corresponsione degli aiuti nazionali, tale produzione è sottoposta alla preventiva autorizzazione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste sentito il parere del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato.

L'autorizzazione sarà rilasciata, con priorità, alle società che tradizionalmente hanno effettuato la dezuccherazione del melasso.

Art. 2.

Sono soggette al preventivo esame del Ministero dell'agricoltura e delle foreste e del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato le operazioni di cui all'art. 4, paragrafo 1, lettere *a*), *b*), *c*), del regolamento comunitario n. 3331/74.

Al fine di assicurare il rispetto delle prescrizioni di cui al comma precedente in applicazione delle norme previste all'art. 4, paragrafo 2, del regolamento (CEE) n. 3331/74 il Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato, sentito il parere delle regioni interessate e delle organizzazioni dei bieticoltori, può procedere nei confronti delle imprese saccarifere in questione alla modifica delle quantità assegnate alle stesse ai sensi del presente decreto.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 agosto 1975

Il Ministro per l'agricoltura e le foreste
MARCORA

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DONAT-CATTIN

(7044)

DECRETO MINISTERIALE 7 agosto 1975.

Sostituzione di un membro della commissione di coordinamento per l'anagrafe tributaria.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto ministeriale 14 marzo 1975, n. 41/10788, registrato alla Corte dei conti, addì 28 marzo 1975, registro n. 30 Finanze, foglio n. 3, con il quale è stata approvata e resa esecutiva la convenzione n. 10768/III stipulata il 12 marzo 1975 tra il Ministero delle finanze e la Società italiana sistemi informativi elettronici p.a. - Italsiel, per lavori di consulenza da effettuarsi per il Ministero stesso;

Visto il decreto ministeriale 5 aprile 1975, n. 22655, con il quale è stata costituita la commissione di coordinamento per lo studio e la rideterminazione degli obiettivi finali ed intermedi di automazione delle procedure riguardanti l'anagrafe tributaria ed i servizi connessi;

Considerato che di tale commissione fa parte il direttore generale delle imposte dirette;

Considerato che il dott. Alvaro Perfetti è cessato dalla carica di direttore generale delle imposte dirette, essendo stato collocato fuori ruolo perché nominato membro della Commissione nazionale per le società e la borsa;

Considerato che, con proprio decreto in data 6 agosto 1975 è stato nominato direttore generale delle imposte dirette il dott. Eduardo Grassi;

Decreta:

Il dott. Eduardo Grassi, direttore generale delle imposte dirette, è nominato membro della commissione di coordinamento per lo studio e la rideterminazione degli obiettivi finali ed intermedi di automazione delle procedure riguardanti l'anagrafe tributaria ed i servizi connessi, in sostituzione del dott. Alvaro Perfetti, destinato ad altro incarico.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 agosto 1975

Il Ministro: VISENTINI

(7045)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1975, registro n. 60 Istruzione, foglio n. 22, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto in data 1° aprile 1966 dall'O.N.I.G. avverso la decisione 7 marzo 1966 del provveditore agli studi di Ferrara reiettiva del ricorso gerarchico proposto dall'O.N.I.G., contro il bando di concorso ad un posto di bidello supplente presso la scuola media statale di Mesola.

(7258)

Con decreto del Presidente della Repubblica 13 gennaio 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 23 maggio 1975, registro n. 45 Istruzione, foglio n. 331, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto in data 2 gennaio 1973 dal professor Lovera Ermete che chiede l'annullamento del provvedimento ministeriale n. 1038 N.I. del 26 luglio 1972 di irrogazione della punizione disciplinare della sospensione dall'ufficio e dallo stipendio per la durata di quindici giorni.

(7259)

Con decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 1975, registrato alla Corte dei conti, addì 23 maggio 1975, registro n. 45 Istruzione, è stato respinto il ricorso straordinario prodotto in data 20 gennaio 1973 dal prof. Carmelo Lo Turco avverso la detrazione di punteggio nei propri riguardi per le graduatorie degli aspiranti ad insegnamento non di ruolo di materie letterarie, pubblicate presso il Provveditorato agli studi di Messina.

(7260)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 153

Corso dei cambi del 18 agosto 1975 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	668,45	668,45	668,20	668,45	668,40	668,40	668,35	668,45	668,45	668,45
Dollaro canadese	643,15	643,15	642,80	643,15	643,20	643,10	643 —	643,15	643,15	643,15
Franco svizzero	250,85	250,85	250,70	250,85	250,65	250,80	250,74	250,85	250,85	250,85
Corona danese	112,20	112,20	112,20	112,20	112,15	112,15	112,20	112,20	112,20	112,20
Corona norvegese	122,34	122,34	122,50	122,34	122,35	122,35	122,34	122,34	122,34	122,34
Corona svedese	155,29	155,29	155,20	155,29	155,22	155,30	155,30	155,29	155,29	155,29
Fiorino olandese	253,01	253,01	253 —	253,01	252,90	253 —	252,85	253,01	253,01	253,01
Franco belga	17,4625	17,4625	17,45	17,4625	17,45	17,45	17,45	17,4625	17,4625	17,46
Franco francese	152,91	152,91	152,82	152,91	152,55	152,90	152,56	152,91	152,91	152,91
Lira sterlina	1408,40	1408,40	1408,50	1408,40	1408,35	1408,35	1407 —	1408,40	1408,40	1408,40
Marco germanico	259,78	259,78	259,75	259,78	259,60	259,75	259,51	259,78	259,78	259,78
Scellino austriaco	36,85	36,85	36,85	36,85	36,82	36,80	36,86	36,85	36,86	36,85
Escudo portoghese	25,315	25,315	25,30	25,315	25,22	25,30	25,35	25,315	25,315	25,31
Peseta spagnola	11,4675	11,4675	11,49	11,4675	11,46	11,45	11,46	11,4675	11,4675	11,46
Yen giapponese	2,245	2,245	2,25	2,245	2,243	2,23	2,2440	2,245	2,245	2,24

Media dei titoli del 18 agosto 1975

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	96,35
Redimibile 3,50 % 1934	100 —
» 3,50 % (Ricostruzione)	88,775
» 5 % (Ricostruzione)	97,30
» 5 % (Riforma fondiaria)	91,80
» 5 % (Città di Trieste)	91,65
» 5 % (Beni esteri)	90,10
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	82,10
» 5,50 % » » 1968-83	81,10
» 5,50 % » » 1969-84	80,40
» 6 % » » 1970-85	82,725
» 6 % » » 1971-86	81,575
» 6 % » » 1972-87	81,10
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,35
» » » 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,90
» » » 5,50 % 1977	100,50
» » » 5,50 % 1978	99,90
» » » 5,50 % 1979	99,90
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1°-10-1975) II emiss.	99,75
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	95,15
» 5 % (» 1° aprile 1978)	89,425
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	88,55
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	89,90
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	82,65
» poliennali 7 % 1978	95 —

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 18 agosto 1975

Valuta	Cambio
Dollaro USA	668,40
Dollaro canadese	643,075
Franco svizzero	250,795
Corona danese	112,20
Corona norvegese	122,34
Corona svedese	155,295
Fiorino olandese	252,93
Franco belga	17,456
Franco francese	152,735
Lira sterlina	1408,15
Marco germanico	259,645
Scellino austriaco	36,855
Escudo portoghese	25,332
Peseta spagnola	11,464
Yen giapponese	2,244

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 154

Corso dei cambi del 19 agosto 1975 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	667,25	667,25	667,20	667,25	667,20	667,20	667,15	667,25	667,20	667,25
Dollaro canadese	642,25	642,25	642,30	642,25	642,28	642,25	642,25	642,25	642,25	642,25
Franco svizzero	250,20	250,20	250,30	250,20	250,12	250,20	250,30	250,20	250,20	250,20
Corona danese	112,18	112,18	112,20	112,18	112,11	112,15	112,18	112,18	112,15	112,18
Corona norvegese	122,56	122,56	122,60	122,56	122,51	122,55	122,50	122,56	122,55	122,56
Corona svedese	155,29	155,29	155,30	155,29	155,25	155,30	155,30	155,29	155,30	155,29
Fiorino olandese	253,40	253,40	253,40	253,40	255,15	253,43	253,35	253,40	253,43	253,40
Franco belga	17,4775	17,4775	17,4775	17,4775	17,468	17,45	17,4750	17,4775	17,45	17,47
Franco francese	153,15	153,15	152,95	152,15	153,07	153,10	153,12	152,15	153,10	153,15
Lira sterlina	1407,65	1407,65	1406 —	1407,65	1407,05	1407,60	1407 —	1407,65	1407,65	1407,65
Marco germanico	260,10	260,10	259,95	260,10	260,04	260,10	259,92	260,10	260,10	260,10
Scellino austriaco	36,89	36,89	36,87	36,89	36,87	36,90	36,88	36,89	36,90	36,89
Escudo portoghese	25,28	25,28	25,28	25,28	25,27	25,40	25,30	25,28	25,40	25,28
Peseta spagnola	11,465	11,465	11,45	11,465	11,45	11,45	11,4650	11,465	11,45	11,46
Yen giapponese	2,239	2,239	2,24	2,239	2,238	2,24	2,24	2,239	2,24	2,23

Media dei titoli del 19 agosto 1975

Rendita 5 % 1935	96,45
Redimibile 3,50 % 1934	99,875
» 3,50 % (Ricostruzione)	88,875
» 5 % (Ricostruzione)	97,325
» 5 % (Riforma fondiaria)	91,70
» 5 % (Città di Trieste)	91,65
» 5 % (Beni esteri)	91,10
» 5,50 % (Edilizia scolastica) 1967-82	82,275
» 5,50 % » » 1968-83	81,275
» 5,50 % » » 1969-84	80,60
» 6 % » » 1970-85	82,775
» 6 % » » 1971-86	81,575
» 6 % » » 1972-87	81,20

Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	100,35
» » » 5,50 % 1976	100,75
» » » 5 % 1977	99,90
» » » 5,50 % 1977	100,50
» » » 5,50 % 1978	99,90
» » » 5,50 % 1979	99,90
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1°-10-1975) II emiss.	99,85
» 5 % (» 1° gennaio 1977)	95,15
» 5 % (» 1° aprile 1978)	89,475
» 5,50 % (scad. 1° gennaio 1979)	88,575
» 5,50 % (» 1° gennaio 1980)	85,95
» 5,50 % (» 1° aprile 1982)	82,675
» poliennali 7 % 1978	95 —

Il contabile del portafoglio dello Stato: FRATTAROLI

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 19 agosto 1975

Dollaro USA	667,20
Dollaro canadese	642,25
Franco svizzero	250,25
Corona danese	112,18
Corona norvegese	122,53
Corona svedese	155,295
Fiorino olandese	253,375
Franco belga	17,476
Franco francese	153,135
Lira sterlina	1407,325
Marco germanico	260,01
Scellino austriaco	36,885
Escudo portoghese	25,29
Peseta spagnola	11,465
Yen giapponese	2,239

MINISTERO DELLE FINANZE

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 21 dicembre 1974, registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1975, registro n. 23 Finanze, foglio n. 296, sono stati respinti i ricorsi straordinari proposti dai geometri principali Ansaldi Felice, Spotti Giacomo e Bottini Dalvinio, rispettivamente in data 1° dicembre 1971 il primo e 29 novembre 1971 gli altri due, avverso il provvedimento del Ministero delle finanze - Direzione generale del catasto e dei servizi tecnici erariali, n. AA/9165 del 26 giugno 1971, con il quale non era stata accolta una loro domanda tendente ad ottenere la corresponsione del trattamento economico di missione nella misura riferita alla qualifica di geometra principale, con effetto dal 1° luglio 1970 — decorrenza del loro inquadramento nella predetta qualifica, a norma dell'art. 141 del decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077 — anziché dal 20 gennaio 1971, data del decreto ministeriale con il quale l'inquadramento di che trattasi era stato effettuato.

(7195)

Errata-corrige

Nel decreto ministeriale 30 luglio 1975, concernente la « Istituzione delle circoscrizioni doganali di Brescia, Trento, Varese e Tarvisio nonchè delle sezioni doganali "Magazzini generali Vercelli S.p.a." Vercelli », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 206 del 4 agosto 1975, alla pagina 5460, nella tabella *B*, riguardante la delimitazione territoriale dei compartimenti doganali, il titolo della seconda colonna, invece di: « *Province comprese nella circoscrizione* », deve leggersi: « *Circoscrizioni doganali comprese nel compartimento* ».

(7266)

REGIONE PIEMONTE

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Alessandria

Con decreto del presidente della giunta regionale 28 aprile 1975, n. 1600, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Alessandria.

(7120)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Commissione esaminatrice del concorso a cinquantasette posti di vice direttore in prova

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 1° febbraio 1975, con il quale è stato indetto un concorso, per esami, a cinquantasette posti di vice direttore in prova (parametro 190) nel ruolo del personale amministrativo della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della commissione esaminatrice del concorso predetto;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Decreta:

La commissione esaminatrice del concorso, per esami, a cinquantasette posti di vice direttore in prova (parametro 190) nel ruolo del personale amministrativo della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena, indetto con decreto ministeriale 1° febbraio 1975, è costituita come appresso:

Presidente:

De Matteo dott. Giovanni, magistrato di Cassazione, con idoneità alle funzioni direttive superiori.

Componenti:

Curatola prof. Pasquale, ordinario di diritto penale nell'Università di Firenze;
De Cesare prof. Giovanni, libero docente di diritto amministrativo nell'Università di Roma;
Soldano dott. Luigi, ispettore generale a riposo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena;
Sturniolo dott. Ignazio, dirigente superiore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario:

Faramo dott.ssa Angela, vice direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Componente supplente:

Viscosi dott. Vincenzo, primo dirigente amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario supplente:

Veschi dott. Gianni, direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

La spesa presunta di L. 750.000 verrà imputata sul cap. 1094 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1975.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 giugno 1975

p. *Il Ministro*: DELL'ANDRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *luglio* 1975
Registro n. 17 *Giustizia, foglio n.* 210

(7178)

Commissione esaminatrice del concorso ad un posto di medico in prova

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 21 aprile 1975, con il quale è stato indetto un concorso, per esami, ad un posto di medico in prova nel ruolo del personale sanitario della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena, riservato agli assistenti universitari ordinari delle università alle cattedre di clinica delle malattie nervose e mentali o di psicologia sperimentale;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della commissione esaminatrice del concorso predetto;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Decreta:

La commissione esaminatrice del concorso, per esami, ad un posto di medico in prova nel ruolo del personale sanitario della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena, riservato agli assistenti universitari ordinari delle università alle cattedre di clinica delle malattie nervose e mentali o di psicologia sperimentale, indetto con decreto ministeriale 21 aprile 1975, è costituita come appresso:

Presidente:

Martinelli dott. Roberto, magistrato di Cassazione, nominato alle funzioni direttive superiori.

Componenti:

Semerari prof. Aldo, titolare della cattedra di medicina criminologica e psichiatria forense nell'Università di Roma;
Amabile prof. Giuseppe Amadio, libero docente di clinica delle malattie nervose e mentali nell'Università di Roma;
Corsaro dott. Salvatore, dirigente superiore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena;
Madia prof. Aldo, dirigente superiore sanitario nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario:

Pagano dott. Francesco, direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Componente supplente:

Viscosi dott. Vincenzo, primo dirigente amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario supplente:

Veschi dott. Gianni, direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

La spesa presunta di L. 10.000 verrà imputata sul cap. 1094 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1975.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 marzo 1975

p. *Il Ministro*: DELL'ANDRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 *luglio* 1975
Registro n. 17 *Giustizia, foglio n.* 175

(7176)

Commissione esaminatrice del concorso a dodici posti di medico in prova

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 10 febbraio 1975, con il quale è stato indetto un concorso, per titoli e per esami, a dodici posti di medico in prova (parametro 218) nel ruolo del personale sanitario della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena;
Attesa la necessità di provvedere alla nomina della commissione esaminatrice del concorso predetto;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Decreta:

La commissione esaminatrice del concorso, per titoli e per esami, a dodici posti di medico in prova nel ruolo del personale sanitario della carriera direttiva dell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena, indetto con decreto ministeriale 10 febbraio 1975, è costituita come appresso:

Presidente:

Martinelli dott. Roberto, magistrato di Cassazione, nominato alle funzioni direttive superiori.

Componenti:

Semerari prof. Aldo, titolare di cattedra di medicina criminologica e psichiatria forense nell'Università di Roma;

Amabile prof. Giuseppe Amadio, libero docente di clinica delle malattie nervose e mentali nell'Università di Roma;

Corsaro dott. Salvatore, dirigente superiore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena;

Madia prof. Aldo, dirigente superiore sanitario nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario:

Pagano dott. Francesco, direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Componente supplente:

Viscosi dott. Vincenzo, primo dirigente amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

Segretario supplente:

Veschi dott. Gianni, direttore amministrativo nell'Amministrazione degli istituti di prevenzione e di pena.

La spesa presunta di L. 300.000 verrà imputata sul cap. 1094 del bilancio passivo di questo Ministero per l'anno finanziario 1975.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 8 marzo 1975

p. *Il Ministro*: DELL'ANDRO

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 luglio 1975
Registro n. 17 Giustizia, foglio n. 173

(7177)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SIRACUSA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nela provincia di Siracusa

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3747 del 1° luglio 1972 con il quale venne bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti al 30 novembre 1971 nella provincia di Siracusa;

Visto il decreto dell'assessorato regionale per la sanità n. 1418 del 31 luglio 1973 con il quale venne nominata la commissione giudicatrice, nonché il successivo decreto di conferma di un componente la commissione n. 13456 del 28 marzo 1975;

Visti gli atti del concorso e la graduatoria delle concorrenti dichiarate idonee, trasmessi dalla commissione giudicatrice, riscontrandone la regolarità;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 23 ottobre 1936, n. 221, che modifica il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge della regione siciliana n. 27 del 19 novembre 1966;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti risultate idonee nel concorso per posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Siracusa al 30 novembre 1971:

1. Zamuner Rosana . . . . punti 57,908
2. Cugno Concetta . . . . » 52,625
3. Gozzo Paola . . . . » 50,102
4. Scrofani Marianna . . . . » 40,125

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella Gazzetta ufficiale della regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo di quest'ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

Siracusa, addì 24 giugno 1975

Il medico provinciale: MINISSALE

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3547 del 24 giugno 1975 con il quale è stata approvata la graduatoria delle concorrenti che hanno conseguito l'idoneità nel concorso, per titoli ed esami, ai posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Siracusa al 30 novembre 1971;

Ritenuto di dover procedere alla dichiarazione delle vincitrici delle condotte messe a concorso, sulla base delle preferenze espresse da ciascuna nella domanda;

Visti gli articoli 24 e 25 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge regionale n. 27 del 19 novembre 1966;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le sottoindicate concorrenti sono dichiarate vincitrici del concorso in narrativa e sono assegnate alle condotte ostetriche a fianco di ciascuna indicate:

1) Zamuner Rosana: comune di Portopalo di Capo Passero (unica);
2) Cugno Concetta: comune di Augusta (centro urbano);
3) Gozzo Paola: comune di Lentini (seconda condotta).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella Gazzetta ufficiale della regione siciliana e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

Siracusa, addì 24 giugno 1975

Il medico provinciale: MINISSALE

(6101)

ENTE OSPEDALIERO GENERALE DI ZONA DI MINERVINO MURGE

Riapertura dei termini di presentazione delle domande di partecipazione al concorso ad un posto di primario chirurgo.

Con deliberazione n. 143 del 22 luglio 1975 dell'amministrazione dell'ente ospedaliero generale di zona di Minervino Murge (Bari) sono stati prorogati i termini di scadenza del pubblico concorso per un posto di primario chirurgo pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, parte seconda, foglio delle inserzioni n. 39 del 12 febbraio 1973.

Le domande potranno pervenire sino alle ore 12 del quarantacinquesimo giorno dalla data di pubblicazione del presente nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica (parte prima) alla segreteria dell'ente in Minervino Murge (Bari).

(7240)

ENTE OSPEDALIERO GENERALE DI ZONA «IN MEMORIA DEI CADUTI PER LA PATRIA» DI ISOLA DEL LIRI

Concorso a due posti di assistente chirurgo

In esecuzione del deliberato n. 79 del 27 giugno 1975, esecutivo ai sensi di legge, è indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura di due posti di assistente chirurgo.

Per essere ammessi al concorso i candidati dovranno far pervenire alla segreteria dell'ente, entro le ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, parte prima, domanda di ammissione redatta su carta legale, esclusivamente a mezzo del servizio postale e con le indicazioni di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130.

I requisiti di ammissione al concorso sono quelli previsti dal citato decreto 27 marzo 1969, n. 130 e dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Per ulteriori informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Isola del Liri. (Frosinone).

(7242)

ENTE OSPEDALIERO «GIOVANNI DA PROCIDA» DI SALERNO

Concorso ad un posto di primario di radiologia

E' bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura di un posto di primario di radiologia, da espletarsi con le modalità previste dal decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130 e dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

I requisiti richiesti per l'ammissione al predetto concorso sono quelli previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130 e dalla legge 18 aprile 1975, n. 148.

Le domande in carta da bollo, redatte in conformità dell'art. 5 del succitato decreto del Presidente della Repubblica 1969/130, dovranno pervenire alla ripartizione personale dell'ente non oltre le ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* parte prima.

Per ogni informazione o richiesta del testo integrale del bando di concorso, gli interessati possono rivolgersi alla ripartizione personale dell'ospedale via Salvatore Calenda, 162, Salerno.

(7243)

OSPEDALE PROVINCIALE SPECIALIZZATO «A. GALATEO» DI LECCE

Concorsi a posti di personale sanitario medico

Si rende noto che in esecuzione delle delibere numeri 414, 417 e 419 dell'11 luglio 1975, è indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura dei seguenti posti:

un posto di primario di laboratorio
un posto di aiuto di radiologia

ed avviso pubblico per il conferimento di incarico provvisorio a un posto di primario tisiologico.

Le domande di partecipazione devono essere presentate entro e non oltre il quarantacinquesimo giorno dalla pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Età non superiore agli anni 52 per i posti di primario e anni 47 per il posto di aiuto, fatta eccezione per i sanitari di ruolo ospedalieri, universitari e della carriera del ministero della sanità. Titoli di studio previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, dal regio decreto 30 settembre 1938, dalla legge 9 agosto 1954, n. 653 e dalla legge 18 aprile 1975, n. 148. Trattamento economico previsto dai vigenti accordi Fiaro-sindacati medici.

Per informazioni rivolgersi alla direzione amministrativa dell'ente in Lecce.

(7245)

OSPEDALE GENERALE DI ZONA «MARIA MONTESSORI» DI CHIARAVALLE

Concorso ad un posto di aiuto del servizio di anestesia e rianimazione

Trattamento giuridico ed economico: di cui alle vigenti leggi ed accordi sindacali in materia.

Domanda in bollo a norma dell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130.

Requisiti di ammissione: conseguita idoneità di aiuto con relativo punteggio, età non superiore agli anni 47 s.e.l. e ricevuta tassa ammissione lire mille.

Prova di esame: relazione scritta su caso clinico inerente alla disciplina messa a concorso e due distinte prove pratiche di anestesia con illustrazione dei vari metodi e procedimenti anestesiologici.

Scadenza: ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla pubblicazione del presente avviso nella parte prima della *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Per informazioni e richiesta del bando rivolgersi alla segreteria dell'ente in Chiaravalle (Ancona).

(7181)

OSPEDALE DELLA MISERICORDIA DI MONTEVARCHI

Concorso a posti di personale sanitario medico

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura dei posti di: due assistenti di pronto soccorso; un assistente di ostetricia e ginecologia.

I concorrenti non devono aver superato alla data di scadenza del bando l'età di anni 37 fatte salve le maggiorazioni e le esenzioni di legge.

Le domande di ammissione dovranno pervenire entro il quarantacinquesimo giorno dalla data di pubblicazione del presente avviso.

Ulteriori chiarimenti potranno richiedersi alla segreteria dell'ente in Montevarchi (Arezzo).

(7244)

OSPEDALE CIVILE DI GUASTALLA

Concorso ad un posto di primario della divisione di pediatria

E' indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, per la copertura del posto di primario della divisione di pediatria.

Scadenza entro le ore 12 del quarantacinquesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Per informazioni rivolgersi alla segreteria dell'ente in Guastalla (Reggio Emilia).

(7241)

REGIONI

REGIONE VALLE D'AOSTA

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **25.**

Revisione delle aliquote di cui all'art. 2 della legge regionale 6 agosto 1974, n. 27.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Le aliquote di cui alla lettera *b*) dell'art. 2 della legge regionale 6 agosto 1974, n. 27, da applicare per l'anno 1974 sono stabilite fino ad un massimo di:

L. 108 per autobus/km per tutte le linee o tratti di linea svolgentesi in territorio regionale i cui capolinea siano a quota inferiore a mt. 800;

L. 133 per autobus/km per le linee o tratti di linea svolgentesi in territorio regionale con almeno un capolinea situato a quota superiore a mt. 800, purchè posto nel territorio della regione Valle d'Aosta, con esclusione di linee che hanno percorso esclusivamente corrente sulla direttrice Torino - Aosta - Courmayeur.

Art. 2.

La giunta regionale adotta i provvedimenti previsti dagli articoli 9 e 10 della legge regionale 6 agosto 1974, n. 27.

Art. 3.

L'onere derivante dall'applicazione della presente legge, previsto in annue lire 121 milioni, graverà sul cap. 481 della parte spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1975, previo prelievo di pari somma dal cap. 205 della parte spesa del bilancio stesso, e sui corrispondenti capitoli di bilancio per gli anni successivi.

Art. 4.

Al bilancio di previsione della Regione per l'anno 1975 sono apportate le seguenti variazioni:

PARTE SPESA

Variazioni in aumento:

Cap. 481. — Spese per la concessione di contributi di esercizio alle aziende concessionarie di autoservizi di linea per viaggiatori . . . . L. 121.000.000

Variazioni in diminuzione:

Cap. 205. — Fondo di riserva per le spese impreviste . . . . L. 121.000.000

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **26**.

Proroga della garanzia fideiussoria della Regione, per l'anno 1975, presso istituti di credito e aziende bancarie, per la concessione di prestiti e di fido bancario a favore della Cooperativa produttori latte e fontina della Valle d'Aosta.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La giunta regionale è autorizzata a concedere la proroga della garanzia fideiussoria della Regione, per l'anno 1975, presso istituti di credito e aziende bancarie, nell'interesse ed a favore della Cooperativa produttori latte e fontina della Valle d'Aosta, S.r.l., con sede in St-Christophe, per operazioni di finanziamento delle spese per le attività inerenti alle finalità statutarie della cooperativa stessa, fino alla concorrenza massima di complessive lire un miliardo.

La garanzia fideiussoria comprende altresì gli interessi, le spese, le imposte e gli altri accessori richiesti dagli istituti di credito mutuanti.

Tale garanzia fideiussoria ha carattere sussidiario, a norma del secondo comma dell'art. 1944 del codice civile, ai fini della preventiva escussione del debitore principale.

Art. 2.

La concessione della proroga della garanzia fideiussoria regionale è subordinata all'impegno, da parte della Cooperativa produttori latte e fontina della Valle d'Aosta, di sottoporre le proprie contabilità ed operazioni commerciali e di gestione a periodici controlli, in ogni più ampia forma, disposti dalla giunta regionale, nonchè all'impegno di trasmettere alla Regione gli elenchi mensili nominativi delle operazioni effettuate a favore dei conferenti quantitativi di formaggio fontina.

La concessione della proroga della garanzia fideiussoria regionale è, altresì, subordinata all'impegno, da parte degli istituti di credito agrario e delle aziende bancarie, di trasmettere alla Regione gli estratti dei conti trimestrali bancari relativi alle operazioni finanziarie e contabili della Cooperativa produttori latte e fontina della Valle d'Aosta.

Art. 3.

Il presidente della giunta regionale e, in caso di sua assenza o impedimento, l'assessore alle finanze, sono autorizzati a sottoscrivere gli atti necessari per la concessione, a nome e per conto della Regione, della garanzia fideiussoria di cui ai precedenti articoli, secondo le condizioni e le modalità in vigore presso gli istituti di credito e le aziende bancarie, previamente concordate ed approvate con deliberazioni della giunta regionale, nonchè a provvedere agli atti conservativi dei diritti della Regione ed al ricupero delle somme eventualmente risultanti a credito della Regione.

La giunta regionale è, altresì, autorizzata a revocare, in ogni tempo, la garanzia fideiussoria, dandone tempestiva comunicazione al consiglio.

Art. 4.

Ai sensi della legge regionale 1° aprile 1975, n. 7, alla copertura degli eventuali oneri derivanti dalla garanzia sussidiaria prevista dalla presente legge si provvederà, ove occorra, per l'esercizio in corso, con l'assegnazione al cap. 255 della somma necessaria da prelevarsi dallo stanziamento del cap. 204.

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **27**.

Norme integrative della legge 25 luglio 1952, n. 991: « Provvedimenti in favore dei territori montani ».

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

In considerazione del fatto che il territorio della regione autonoma della Valle d'Aosta è considerato montano ai sensi della legge 25 luglio 1952, n. 991, e che presenta un carattere di omogeneità sotto il profilo della organizzazione agricola, la amministrazione regionale provvederà al rimborso dei contributi unificati in agricoltura alle aziende agricole singole od associate operanti nelle zone inferiori a 700 metri sul livello del mare secondo le modalità stabilite dalla presente legge.

Art. 2.

Le aziende agricole singole e associate di cui all'articolo precedente soggette al pagamento dei contributi agricoli unificati in base alle norme di cui all'art. 8 della legge 25 luglio 1952, n. 991, hanno diritto al rimborso dei contributi versati per i lavoratori dipendenti da parte dell'amministrazione regionale, previa presentazione della dichiarazione prevista all'articolo seguente.

Art. 3.

I soggetti aventi diritto al rimborso dovranno presentare ogni anno a partire dall'anno 1975 all'assessorato regionale agricoltura e foreste una dichiarazione rilasciata dall'ufficio regionale contributi agricoli unificati contenente l'importo definitivo dei contributi iscritti nei ruoli di riscossione per l'anno di competenza.

Art. 4.

Il rimborso di cui all'art. 2 sarà effettuato annualmente mediante deliberazione di giunta su proposta del competente assessore all'agricoltura e foreste.

Art. 5.

L'onere derivante dall'applicazione della presente legge, previsto in annue lire 30 milioni, graverà sul cap. 331, che viene istituito nella parte spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1975, previo prelievo di pari somma del capitolo 206 della parte spesa del bilancio stesso, e sui corrispondenti capitoli di bilancio per gli anni successivi.

Art. 6.

Al bilancio di previsione della Regione per l'anno 1975 sono apportate le seguenti variazioni:

PARTE SPESA

Variazioni in aumento:

Cap. 331. — Spese per il rimborso dei contributi unificati in agricoltura . . . . . . L. 30.000.000

Variazioni in diminuzione:

Cap. 206. — Fondo speciale per oneri derivanti da provvedimenti legislativi in corso di perfezionamento (spese correnti, allegato *E*) . . . . L. 30.000.000

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **28**.

Concessione di garanzia fideiussoria della Regione presso l'istituto federale di credito agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta a favore del consorzio di miglioramento fondiario « Ru Chavacourt », avente sede in comune di Verrayes.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La giunta regionale è autorizzata a concedere la garanzia fideiussoria della Regione, nell'interesse del consorzio di miglioramento fondiario « Ru Chavacourt », in comune di Verrayes, costituito con decreto del Presidente della Repubblica 16 luglio 1973, fino alla concorrenza massima di lire duecentodiecimilioni, per la stipulazione di mutuo integrativo di lire centosessantaseimilionicinquecentomila, da contrarre dal consorzio con l'istituto federale di credito agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta, in conformità dell'art. 35, quarto e quinto comma, della legge 27 ottobre 1966, n. 910, destinato al finanziamento delle spese per la ricostruzione di un canale irriguo al servizio del comprensorio del consorzio stesso.

La garanzia fideiussoria è della durata di anni venti, oltre al periodo di preammortamento, con decorrenza dalla data di stipulazione del contratto di mutuo, e comprende gli interessi, le spese, le imposte e gli altri accessori richiesti dall'istituto mutuante.

Essa ha carattere sussidiario, a norma del secondo comma dell'art. 1944 del codice civile, ai fini della preventiva escussione del debitore principale.

Art. 2.

La concessione della garanzia fideiussoria regionale di cui al precedente articolo è subordinata:

all'impegno, da parte del consorzio, di sottoporre la propria contabilità, gli atti e le operazioni inerenti l'esecuzione delle opere previste a periodici controlli disposti dalla giunta regionale;

all'impegno, da parte del consorzio, di destinare la somma mutuata esclusivamente al finanziamento delle opere di ricostruzione del canale irriguo, come da progetto approvato dalla Regione e dal Ministero dell'agricoltura e foreste;

alla stipulazione del contratto di mutuo integrativo a tasso di favore con l'istituto federale di credito agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta, secondo le norme di legge che regolano l'esercizio del credito agrario, dell'art. 35 della legge 27 ottobre 1966, n. 910 e del decreto ministeriale 21 dicembre 1968;

all'impegno, da parte dell'istituto mutuante, di trasmettere all'amministrazione regionale copia del contratto di mutuo e di comunicare tempestivamente l'importo e le date di ogni erogazione di somme al consorzio.

Art. 3.

Il presidente della giunta regionale, e, in caso di assenza o impedimento, l'assessore alle finanze, sono autorizzati a sottoscrivere gli atti necessari per la concessione, a nome e per conto della Regione, della garanzia fideiussoria di cui ai precedenti articoli, secondo le condizioni e le modalità in vigore presso lo istituto federale di credito agrario per il Piemonte, la Liguria e la Valle d'Aosta, previamente concordate ed approvate con deliberazione della giunta regionale, nonchè a provvedere agli atti conservativi dei diritti della Regione ed al ricupero delle somme eventualmente risultanti a credito della Regione.

La giunta regionale, è altresì, autorizzata a revocare, in ogni tempo, la garanzia fideiussoria, dandone tempestiva comunicazione al consiglio.

Art. 4.

Ai sensi della legge regionale 1° aprile 1975, n. 7, alla copertura degli eventuali oneri derivanti dalla garanzia sussidiaria prevista dalla presente legge si provvederà, ove occorra, per lo esercizio in corso, con l'assegnazione al cap. 255 della somma necessaria, da prelevarsi dallo stanziamento del cap. 204 e, per i successivi esercizi, con le dotazioni dei corrispondenti capitoli di spesa.

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **29**.

Inquadramento in ruolo del personale docente non di ruolo delle scuole materne della Regione.

(*Pubblicata nel suppl. ord. al* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Le insegnanti non di ruolo in servizio nelle scuole materne della Regione, con incarico a tempo indeterminato conferito a decorrere dall'anno scolastico 1973-74 o dall'anno scolastico 1974-75, sono nominate in ruolo a domanda previo accertamento delle condizioni indicate nel successivo art. 2.

La decorrenza giuridica della nomina ha effetto dal 1° settembre 1974 per le insegnanti incaricate dall'anno scolastico 1973-74 e dal 1° settembre 1975 per le insegnanti incaricate dallo anno scolastico 1974-75. Gli effetti economici decorreranno in entrambi i casi dal 1° settembre 1975.

Art. 2.

Per essere nominate a ruolo le insegnanti di cui al precedente articolo debbono essere in possesso dei seguenti requisiti:

aver prestato servizio senza demerito;

aver seguito, durante l'anno scolastico 1974-75, per il periodo di un mese esercitazioni didattiche secondo le modalità e nelle località stabilite dall'assessore alla pubblica istruzione. Sono esonerate da tale obbligo le insegnanti in possesso del brevetto di « monitrice de colonie de vacance »;

aver partecipato ad uno « stage » di formazione, che si svolgerà nella seconda quindicina del mese di giugno 1975, organizzato dall'assessorato regionale alla pubblica istruzione, sentiti i sindacati della scuola.

Le domande per l'ammissione in ruolo debbono essere presentate nei termini e con le modalità che saranno stabiliti con ordinanza dell'assessore alla pubblica istruzione, da emanarsi entro il 30 giugno 1975, sentiti la giunta regionale, la commissione consiliare permanente di studio per la pubblica istruzione ed i sindacati della scuola.

Con la stessa ordinanza l'assessore fissa i criteri per l'assegnazione definitiva della sede.

Per la nomina in ruolo prevista dalla presente legge si deroga ai limiti di età stabiliti dalle vigenti disposizioni.

Art. 3.

Sino a quando lo stato giuridico del personale insegnante delle scuole materne della Regione non sarà disciplinato con apposita legge regionale, al personale medesimo si applicano le norme in vigore per il corrispondente personale insegnante delle scuole materne statali.

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **30**.

Fideiussione della Regione a favore dell'ente ospedaliero regionale.

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La giunta regionale è autorizzata a deliberare intorno alla prestazione della fideiussione della Regione ad istituti di credito per garantire l'adempimento, da parte dell'ente ospedaliero regionale di Aosta, delle obbligazioni derivanti dalla accensione di mutui per il finanziamento delle spese di ampliamento dello ospedale generale di Aosta.

La fideiussione può essere prestata fino all'importo di lire 500.000.000. Essa ha la durata di quindici anni, aventi la decorrenza prevista dal contratto di mutuo, ed ha carattere sussidiario a norma dell'art. 1944, secondo comma, del codice civile, ai fini della preventiva escussione del debitore principale.

Art. 2.

La prestazione della fideiussione è subordinata:

a) alla presentazione alla Regione del progetto esecutivo delle opere;

b) alla presentazione alla Regione degli atti che approvano le condizioni del contratto di mutuo ed autorizzano le parti alla sua stipulazione;

c) all'impegno del mutuante a consegnare alla Regione una copia del contratto di mutuo ed a comunicare di volta in volta l'importo e la data di ogni somministrazione dei relativi fondi;

d) all'impegno del mutuatario a destinare la somma mutuata esclusivamente al finanziamento delle opere progettate, ad iscrivere sui propri bilanci per la durata del mutuo l'importo delle rate annue di ammortamento, ed a provvedere al pagamento di tali rate alle rispettive scadenze;

e) all'impegno del tesoriere del mutuatario a dare corso al pagamento delle rate di ammortamento con priorità su qualsiasi altra spesa che non goda di prelazioni di legge;

f) all'adempimento delle altre condizioni previste dalla legge regionale 19 febbraio 1975, n. 2.

Art. 3.

E' fatto divieto di apportare modificazioni al progetto esecutivo, di cui all'art. 2, senza la preventiva autorizzazione della Regione.

Art. 4.

La fideiussione è prestata dal presidente della giunta regionale e, in caso di sua assenza od impedimento, dall'assessore regionale alle finanze, il quale provvede agli atti conservativi dei diritti della Regione ed al ricupero delle somme eventualmente risultanti a credito della Regione avvalendosi degli introiti corrispondenti ai proventi di cui all'art. 32, sesto comma, della legge 12 febbraio 1968, n. 132, ed in ogni altra forma consentita dalle norme in vigore.

Art. 5.

Alla copertura degli eventuali oneri derivanti dalla garanzia sussidiaria prevista dalla presente legge si provvederà, ove occorra, per l'esercizio in corso, con l'assegnazione al cap. 255 della somma necessaria da prelevarsi dallo stanziamento del capitolo 204, per gli esercizi futuri con le dotazioni dei corrispondenti capitoli.

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

LEGGE REGIONALE 23 giugno 1975, n. **31**.

Ulteriore finanziamento della legge regionale 3 agosto 1972, n. 22, concernente: « Norme integrative della legge statale 18 marzo 1968, n. 444, riguardanti l'istituzione delle scuole materne nella regione autonoma della Valle d'Aosta ».

(*Pubblicata nel* Bollettino ufficiale *della Regione n.* 8 *del* 25 *giugno* 1975)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

A decorrere dall'anno 1975 è autorizzata la maggiore spesa annua di lire ottantamilioni per la corresponsione degli stipendi e indennità al personale insegnante in servizio nelle scuole materne istituite ai sensi della legge regionale 3 agosto 1972, n. 22.

Art. 2.

L'onere derivante dall'applicazione della presente legge graverà sul cap. 587 del bilancio di previsione per l'anno finanziario 1975, previo prelievo di pari somma dal cap. 206 del bilancio stesso, e sui corrispondenti capitoli di bilancio degli anni successivi.

Art. 3.

Al bilancio di previsione per l'anno finanziario 1975 sono apportate le seguente variazioni:

PARTE SPESA

Variazione in aumento:

Cap. 587. — Stipendi ed indennità alle insegnanti di scuole materne . . . . L. 80.000.000

Variazione in diminuzione:

Cap. 206. — Fondo speciale per oneri derivanti da provvedimenti legislativi regionali in corso di perfezionamento . . . . L. 80.000.000

La presente legge sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale della Regione. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 giugno 1975

ANDRIONE

(6239)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S. (c. m. 411100752250)